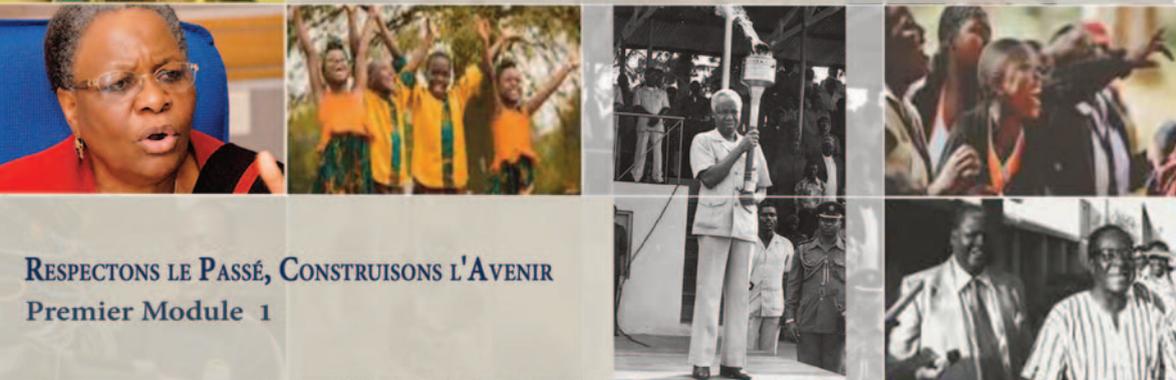


LA JEUNESSE dans la lutte de libération et au-delà

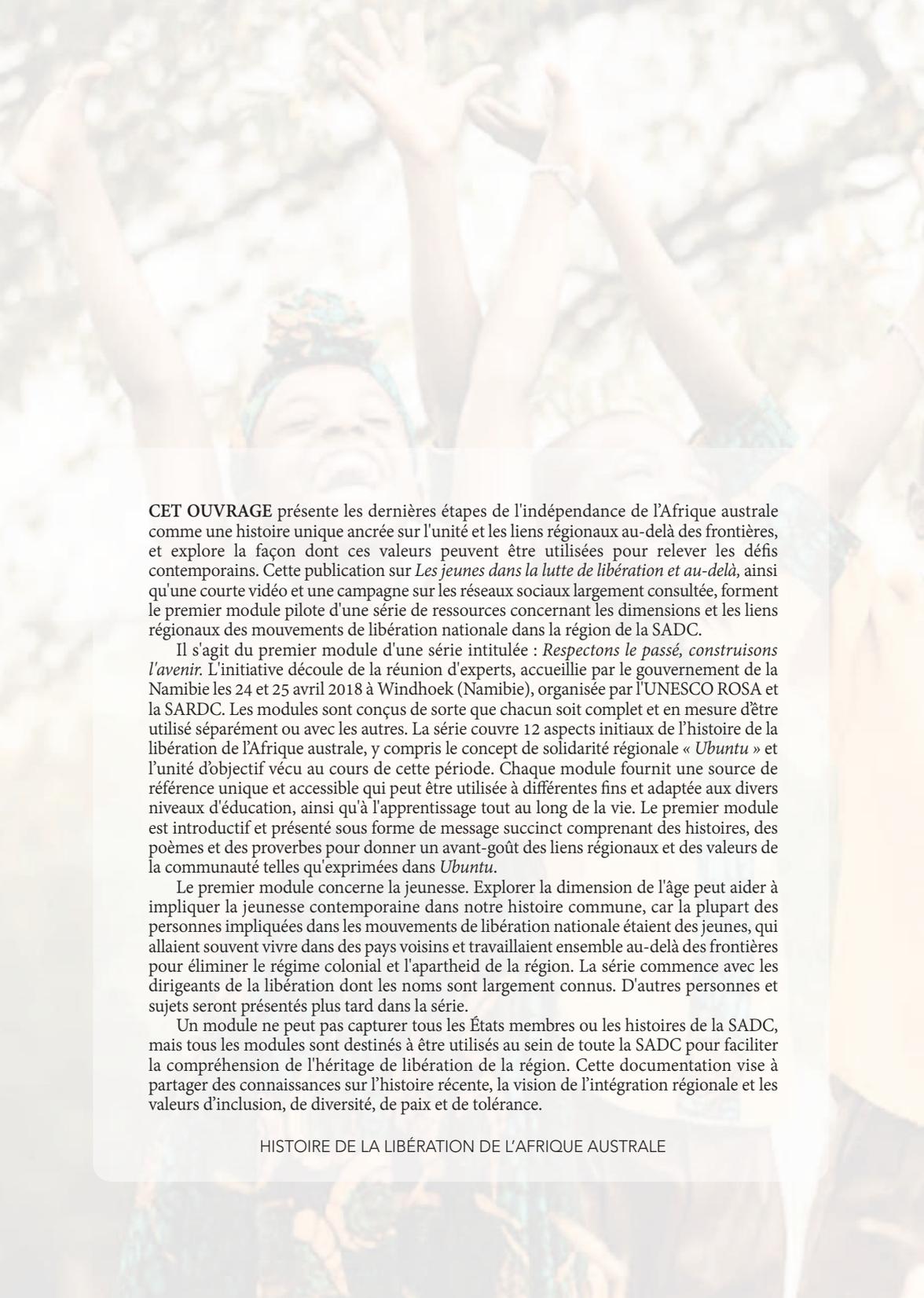


RESPECTONS LE PASSÉ, CONSTRUISONS L'AVENIR
Premier Module 1



Dimensions régionales et liens des
MOUVEMENTS DE LIBÉRATION NATIONALE DANS LA RÉGION DE LA SADC





CET OUVRAGE présente les dernières étapes de l'indépendance de l'Afrique australe comme une histoire unique ancrée sur l'unité et les liens régionaux au-delà des frontières, et explore la façon dont ces valeurs peuvent être utilisées pour relever les défis contemporains. Cette publication sur *Les jeunes dans la lutte de libération et au-delà*, ainsi qu'une courte vidéo et une campagne sur les réseaux sociaux largement consultée, forment le premier module pilote d'une série de ressources concernant les dimensions et les liens régionaux des mouvements de libération nationale dans la région de la SADC.

Il s'agit du premier module d'une série intitulée : *Respectons le passé, construisons l'avenir*. L'initiative découle de la réunion d'experts, accueillie par le gouvernement de la Namibie les 24 et 25 avril 2018 à Windhoek (Namibie), organisée par l'UNESCO ROSA et la SARDC. Les modules sont conçus de sorte que chacun soit complet et en mesure d'être utilisé séparément ou avec les autres. La série couvre 12 aspects initiaux de l'histoire de la libération de l'Afrique australe, y compris le concept de solidarité régionale « *Ubuntu* » et l'unité d'objectif vécu au cours de cette période. Chaque module fournit une source de référence unique et accessible qui peut être utilisée à différentes fins et adaptée aux divers niveaux d'éducation, ainsi qu'à l'apprentissage tout au long de la vie. Le premier module est introductif et présenté sous forme de message succinct comprenant des histoires, des poèmes et des proverbes pour donner un avant-goût des liens régionaux et des valeurs de la communauté telles qu'exprimées dans *Ubuntu*.

Le premier module concerne la jeunesse. Explorer la dimension de l'âge peut aider à impliquer la jeunesse contemporaine dans notre histoire commune, car la plupart des personnes impliquées dans les mouvements de libération nationale étaient des jeunes, qui allaient souvent vivre dans des pays voisins et travaillaient ensemble au-delà des frontières pour éliminer le régime colonial et l'apartheid de la région. La série commence avec les dirigeants de la libération dont les noms sont largement connus. D'autres personnes et sujets seront présentés plus tard dans la série.

Un module ne peut pas capturer tous les États membres ou les histoires de la SADC, mais tous les modules sont destinés à être utilisés au sein de toute la SADC pour faciliter la compréhension de l'héritage de libération de la région. Cette documentation vise à partager des connaissances sur l'histoire récente, la vision de l'intégration régionale et les valeurs d'inclusion, de diversité, de paix et de tolérance.



PREMIER MODULE 1

Dimensions régionales et liens des

MOUVEMENTS DE LIBÉRATION NATIONALE DANS LA RÉGION DE LA SADC

RESPECTONS LE PASSE, CONSTRUISONS L'AVENIR



LA JEUNESSE dans la lutte de libération et au-delà

Parrain du projet
L'hon. Professeur Peter Hitjitevi Katjavivi
Président, Assemblée nationale de Namibie

Publié sous la direction de
Professeur Hubert Gijzen, Directeur régional et Représentant
Bureau régional de l'UNESCO pour l'Afrique australe
et sous la coordination de Phinith Chanthalangsy
Chef d'unité des Sciences sociales et humaines, UNESCO

Avec des partenaires
Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC)
Centre de recherche et de documentation de l'Afrique australe (SARDC)

Plus vous regardez en arrière, plus vous verrez loin devant vous...
Proverbe africain

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)
 Bureau régional pour l'Afrique australe (ROSA)
 8 Kenilworth Road, Newlands, PO Box HG 435, Highlands, Harare, Zimbabwe
 Tél. : (+263 242) 776775/9 E-mail Harare@unesco.org Site Web www.unesco.org

Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC)
 SADC House, Private Bag 0095, Gaborone, Botswana
 Tél (+267) 3951863 Email : Registry@sadc.int Site Web : www.sadc.int

Centre de recherche et de documentation de l'Afrique australe (SARDC)
 Julius K. Nyerere, 15 Downie Avenue, Belgravia, Box 5690, Harare, Zimbabwe
 Tél (+263 242) 791141 E-mail : sardc@sardc.net histoire@sardc.net
 Site Internet www.sardc.net Connaissances en vue du développement

© UNESCO, SADC, SARDC
 Photos, illustrations et contenus cités tels que reconnus

ISBN 978-1-77929-558-3

Citation. SARDC. 2021. *Les jeunes dans la lutte de libération et au-delà*. Respectons le passé, construisons l'avenir, premier module : Dimensions régionales et liens des mouvements de libération nationale dans la région de la SADC. SADC, SARDC, UNESCO. Harare, Gaborone

Les désignations utilisées et la présentation des éléments tout au long de cette publication n'impliquent l'expression d'aucune opinion de la part de l'UNESCO, de la SADC ou de la SARDC, en ce qui concerne le statut juridique de tout pays, territoire, ville ou zone de ses autorités, ou au sujet de la délimitation de ses frontières ou limites.

Les idées et opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs. Elles ne sont pas nécessairement celles de l'UNESCO, de la SADC ou de la SARDC et n'engagent pas l'Organisation.



TABLE DES MATIERES

Avant-propos	4
Préface	6
Introduction	7
La jeunesse dans la lutte de libération et au-delà	8
Ma génération, ta génération	9
Havre de Paix – Dar es Salaam	12
Un voyage depuis l'ouest	14
Un voyage depuis l'Est	16
Mozambique	17
Zambie	18
TaZaRa	19
Zimbabwe	20
Angola	21
23 mars Jour de la Libération	27
Namibie	28
Botswana, Eswatini, Lesotho	32
Apartheid	33
Afrique du Sud	36
Lilliesleaf vers Soweto	36
Mondial, régional	38
guerre des années 1980	40
discussions des années 1990	41
Comité de libération de l'OUA	43
L'Afrique que nous voulons, Opinions des jeunes	44

La liberté dont nous jouissons aujourd'hui est l'une des nombreuses réalisations pouvant faire la fierté de nous tous en tant que région. Nous devons donc nous efforcer de garantir que notre histoire unique de libération ne soit pas oubliée. Pour y parvenir, il est important que les États membres intègrent l'histoire de la libération de l'Afrique australe dans les programmes scolaires, afin que nos jeunes et les générations futures apprécient les sacrifices de cette génération de jeunes hommes et femmes qui nous ont libérés du colonialisme et de l'apartheid.

La pertinence de l'histoire d'aujourd'hui, qui nous renseigne sur notre cohésion et notre identité communes, est fondée sur notre culture communautaire commune, nous conduisant à une compréhension plus profonde de la manière dont les dirigeants de la libération ont travaillé ensemble, au-delà des divisions des frontières nationales. Si nous pouvons enseigner et apprendre cette histoire, nous avancerons vers la cohésion sociale et une identité régionale consolidée, dans la résistance à la discrimination et à la xénophobie.

Alors que nous célébrons notre libération, nous devons nous engager en faveur de notre vision commune d'un avenir commun qui garantira le bien-être économique, l'amélioration du niveau et de la qualité de vie, la liberté et la justice sociale, ainsi que la paix et la sécurité de notre peuple. Nous devons coopérer et avancer dans l'unité, tout le monde y prenant part.

Le voyage vers l'intégration économique et le développement en Afrique a commencé dans la vision à long terme des dirigeants et des peuples africains et dans leur engagement passionné en vue de la liberté, de l'unité et de la prospérité. La SADC a pris plusieurs initiatives importantes

pour rendre hommage aux hommes et aux femmes qui ont sacrifié leur vie pour la libération de notre région, ainsi qu'à l'esprit de solidarité qui existait entre les États membres, conduisant à la création de cette communauté régionale.

Les dirigeants de la SADC ont décidé en 2018 de faire du 23 mars une journée à célébrer chaque année pour commémorer la libération de l'Afrique australe – *Journée de libération de l'Afrique australe*. La SADC a également établi un mécanisme pour honorer les fondateurs de notre organisation régionale par divers moyens permettant d'exposer leurs noms dans nos villes et de connaître leurs réalisations au cours de notre histoire. Nous devons beaucoup à nos pères fondateurs. Nous les avons perdus aujourd'hui, mais leur héritage perdure. Que leurs âmes reposent dans la paix éternelle.

Pendant que nous enseignons et apprenons cette histoire, faisons bon usage des publications Hashim Mbita de la SADC. Cette publication est la seule qui a documenté de manière exhaustive les



Dr Stergomena Lawrence Tax

luttres de libération de l'Afrique australe, tout en couvrant les dimensions nationales, régionales et continentales, ainsi que l'appui et les liens internationaux.

La SADC a publié les livres issus du projet Hashim Mbita sur les luttres de libération de l'Afrique australe, afin de préserver l'histoire récente de l'Afrique australe et de sensibiliser à la libération de l'Afrique. Cette vaste publication de neuf volumes a été lancée en août 2014 dans ses langues originales et récemment entièrement traduite en anglais, français et portugais. Ceci permet aux habitants de la région, et en particulier aux jeunes, de comprendre et d'apprécier l'histoire commune de la libération, faisant ainsi progresser la cohésion sociale et l'identité régionale.

La réunion du Conseil des ministres de la SADC, en août 2017, a approuvé l'inclusion de l'Histoire de la libération de l'Afrique australe (SALH) dans le programme scolaire et a demandé aux ministres de l'Éducation d'exécuter la décision, afin de permettre aux jeunes générations de connaître l'héritage de la libération et de faire avancer la cohésion sociale à travers une compréhension plus profonde des valeurs et de l'unité dans lesquelles les pays et les peuples ont travaillé de concert et se sont sacrifiés les uns pour les autres afin de soutenir la liberté.

L'UNESCO et le Centre de recherche et de documentation de l'Afrique australe (SARDC) ont facilité une réunion d'experts en histoire régionale en avril 2018, organisée par le gouvernement de Namibie, pour discuter du développement de ressources documentaires en partenariat avec la SADC. Une phase pilote a débuté au titre d'un programme sur le patrimoine des mouvements de libération nationale (NLM), axé sur les dimensions régionales et les liens des mouvements de libération nationale, afin de générer des outils de sensibilisation et d'éducation pour viabiliser les connaissances concernant le mouvement d'indépendance dans la région et la cohésion partagée entre les gens à travers les frontières.

Cette approche vise à utiliser la riche histoire régionale de l'émergence du colonialisme et de l'apartheid pour relever les défis contemporains de la xénophobie et de la discrimination, et à promouvoir le dialogue interculturel et l'éducation civique parmi les jeunes de la région, tout en encourageant les personnes de tous âges à retrouver et à explorer la connaissance de leur histoire commune et partagée, renforçant et consolidant ainsi l'intégration régionale. Chaque module est une source de référence unique comprenant une courte vidéo, un livret illustré à utiliser en version imprimée et en ligne, et des messages sur les réseaux sociaux. Les modules sont introductifs et peuvent être utilisés à différentes fins et adaptés à tous les niveaux d'éducation, dont les sections primaire, secondaire et supérieure, ainsi qu'aux jeunes non scolarisés et à l'apprentissage tout au long de la vie.

Le premier module pilote portant sur *les jeunes dans la lutte de libération* constitue la première étape d'une série destinée à développer du matériel de ressources dans une perspective régionale, conçu de telle manière que chaque module puisse être utilisé séparément ou avec les autres, dans divers formats, couvrant les sujets interdépendants. Explorer la dimension de l'âge peut aider à impliquer la jeunesse contemporaine dans notre histoire commune, dans la mesure où la plupart des personnes impliquées dans les mouvements de libération nationale étaient également des jeunes. La vidéo du premier module a été présentée au Conseil des ministres de la SADC en août 2019, recevant ainsi une réponse enthousiaste.

Le module 2 portant sur l'enseignement et l'apprentissage de l'histoire de la libération est en cours de production, suite à une révision du programme réalisée par le Secrétariat de la SADC et le Bureau régional de l'UNESCO pour l'Afrique australe avec les États membres de la SADC. L'initiative vise à soutenir les États membres dans leurs efforts visant à fournir aux apprenants une appréciation et une compréhension du patrimoine, de la solidarité et des liens régionaux partagés. Puis-je encourager les États membres à accélérer l'inclusion de l'histoire de la libération de l'Afrique australe dans les programmes scolaires au profit des générations actuelles et futures.

Un rapport de synthèse a été lancé en mai 2021. Sur cette base, à travers un processus consultatif, le Secrétariat de la SADC a élaboré une feuille de route pour l'intégration de l'histoire de la libération de l'Afrique australe et de l'éducation à la citoyenneté mondiale dans le programme scolaire des États membres de cette Organisation, et ladite feuille de route a été approuvée par les ministres de la SADC responsables de l'Éducation et de la Formation, de la Science, de la Technologie et de l'Innovation en juin 2021, demandant à l'UNESCO et à d'autres partenaires de soutenir le groupe de travail régional et les États membres à cet égard. Je tiens à remercier nos partenaires dans cette initiative pour leur appui continu à la promotion des programmes de la SADC.

Et je voudrais terminer par une déclaration qui, à mon avis, illustre la connectivité de notre passé, de notre présent et de notre avenir. SE le Président Festus Mogae du Botswana a prononcé cette déclaration lorsqu'il a accueilli le 25^{ème} anniversaire de la SADC en 2005 :

« Notre Communauté est plus qu'un groupement politique, elle a un passé et un avenir dont les racines se trouvent dans les mouvements de libération et dans les États de première ligne. Mais plus fondamentalement, ils se révèlent dans les cœurs et les âmes de nos fiers fils et filles du terroir qui se sont unis dans la persistance de transformer la région en quelque chose de nouveau et de différent... »



Dr Stergomona Lawrence Tax
Secrétaire exécutif de la SADC 2013-2021

Août 2021

Les idéaux et les principes des mouvements de libération nationale dans la partie australe de l'Afrique s'adressent à notre époque actuelle à plusieurs égards. Les aspirations à la liberté, à la non-discrimination et à la solidarité étaient au cœur de cette histoire ; et aujourd'hui encore, nous continuons à nous inspirer et à nous guider par ces principes, afin de rendre nos sociétés un environnement meilleur pour les générations présentes et d'avenir. Les mouvements de libération nationale représentent un patrimoine vivant et actif, qui offre des possibilités de promouvoir l'inclusion, la diversité culturelle et l'éducation civique dans la région et au-delà.

Dans l'intention d'apprendre du passé et de partager le patrimoine de la Libération avec la jeunesse d'aujourd'hui, l'UNESCO est fière de lancer cette ressource pédagogique, qui est la première d'une série de 12 modules. Ces modules ont été développés en étroite collaboration avec le Centre de recherche et de documentation de l'Afrique australe (SARDC) et en partenariat avec la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC).

Ce premier module est consacré à la jeunesse dans la lutte de libération et relie le passé au futur en impliquant la jeunesse contemporaine, car la plupart des personnes impliquées dans le mouvement de libération nationale étaient des jeunes. Ce module transmet un message clair aux jeunes, selon lequel l'histoire a été différente, et nous enseigne le pouvoir de l'unité et de la solidarité entre les peuples de cette région. La circulation des personnes, en particulier des jeunes, entre les pays, et le sentiment d'unité et de solidarité ont été essentiels pour conquérir la liberté. Apprenons-en maintenant et pour l'avenir.

Cette initiative si importante fait partie du programme du Patrimoine des mouvements de libération nationale (NLMH), que l'UNESCO a développé en collaboration avec la SADC et la SARDC. Il s'appuie sur les programmes de l'UNESCO liés à l'inclusion sociale et à la lutte contre la discrimination, sur la jeunesse, ainsi que sur la publication phare qui concerne l'Histoire générale de l'Afrique. Ces initiatives visent à appuyer l'intégration régionale, l'inclusion sociale et les sociétés pacifiques en favorisant la réflexion critique, le débat et l'engagement civique autour des idéaux de ce patrimoine. Les ressources documentaires s'appuient sur et utilisent des sources de référence uniques, notamment des vidéos, des médias sociaux et des formats imprimés, qui sont accessibles aux jeunes de l'enseignement primaire, secondaire et supérieur, ainsi qu'aux jeunes non scolarisés.

Ce programme NLMH peut aider à remédier à la perte potentielle de connaissances et de compréhension sur ce chapitre important de l'histoire récente et de la mémoire collective de la région. Il est désormais temps de s'appuyer sur les réalisations remarquables accomplies en matière de développement et de coopération régionaux. Ceci contribuera également à lutter contre l'émergence néfaste d'un syndrome « nous et eux » au niveau infranational, qui entraîne la xénophobie, l'intolérance et porte atteinte à la cohésion sociale.

Nous espérons que les jeunes et les éducateurs seront inspirés par le premier module et le programme NLMH comme étant perspicaces, utiles et inspirants. Je suis convaincu qu'il leur fournira des conseils utiles pour réaliser leurs aspirations à vivre dans des sociétés caractérisées par l'appréciation de la diversité humaine, le libre échange d'idées, l'interaction, la tolérance et la solidarité.



Prof. Hubert Gijzen

Professeur Hubert Gijzen
Directeur régional et représentant
Bureau régional de l'UNESCO pour l'Afrique australe

Cette publication *La jeunesse dans la lutte de libération et au-delà* met en exergue les dimensions et les liens régionaux importants des mouvements de libération nationale en Afrique australe. Elle montre que l'obtention de l'indépendance politique a été bien coordonnée grâce à la solidarité régionale ainsi qu'au soutien du continent et de la communauté internationale.

Il s'agit du premier module d'une série intitulée *Respectons le passé, construisons l'avenir*, qui souligne la place de l'histoire dans le développement régional en illustrant que ceux qui ont libéré la région de la domination coloniale n'ont pas travaillé de manière isolée pour atteindre leur objectif. Beaucoup d'entre eux étaient de jeunes adultes et les jeunes d'aujourd'hui peuvent tirer des leçons de ces expériences dans la lutte actuelle pour le développement économique et l'égalité.

Nous ne pouvons pas perdre de vue cette solidarité et cette collaboration dans la réalisation de l'indépendance politique dans la région. Forts de notre histoire commune et de nos efforts communs, nous pouvons être inclusifs dans nos efforts et contribuer de manière significative et réussie au développement régional et à la coopération dans toute la région.

Cette publication résulte d'une initiative du Bureau régional de l'UNESCO pour l'Afrique australe (ROSA) intitulée *Le programme du patrimoine des mouvements de libération nationale (Usage de l'histoire de l'indépendance pour promouvoir l'inclusion, la diversité culturelle et l'éducation civique dans la région de la SADC)*. L'initiative a été développée par des experts en histoire de la région lors d'une réunion tenue les 24 et 25 avril 2018 tenue à Windhoek (Namibie). Il s'agissait de la première étape du lancement d'un programme régional sur le patrimoine des Mouvements de libération nationale (MNL) vers la collecte, la préservation et l'enseignement de cette période importante menant à l'indépendance de l'Afrique australe et à la formation d'une communauté régionale, à savoir la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC).

La réunion d'experts en histoire s'est tenue au Parlement de Namibie et a recommandé la production de modules précis, accessibles et faciles à utiliser. Ceux-ci sont destinés à fournir des ressources pour le système éducatif formel et non formel de la région, y compris l'éducation des adultes, ainsi que des informations accessibles aux responsables gouvernementaux, aux parlementaires, aux médias, aux instituts de recherche et au public.

Les modules amélioreront l'enseignement et l'apprentissage de l'histoire, du patrimoine et des valeurs du NLM par la fourniture de documents bien illustrés accessibles sur diverses plateformes. Chaque module comprend une publication imprimée, une courte vidéo et des messages sur les réseaux sociaux.

L'UNESCO ROSA, en collaboration avec la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) et le Centre de recherche et de documentation de l'Afrique australe (SARDC), a accompli un travail louable en produisant ce module pilote, qui fournit une base solide pour une série de modules couvrant au moins 12 sujets connexes.

J'espère que ce premier module pilote, contenant la campagne vidéo et réseaux sociaux, permettra aux jeunes de toute l'Afrique australe de s'approprier leur passé commun et de travailler ensemble pour un avenir d'ensemble. J'espère que ce matériel riche et bien conçu stimulera le débat et l'engagement des jeunes et favorisera de manière significative l'inclusion, les valeurs communes, la diversité culturelle, une culture de paix et de tolérance pour le bien de notre région.



Hon. Prof. Peter Katjavivi
Project Patron

L'hon. Professeur Peter H. Katjavivi
Président, Assemblée nationale de Namibie
Président du Conseil d'administration de la SARDC



Dimensions régionales et liens de

MOUVEMENTS DE LIBÉRATION NATIONALE DANS LA RÉGION DE LA SADC

RESPECTER LE PASSE, CONSTRUIRE L'AVENIR

LA JEUNESSE dans la lutte de libération et au-delà

Au début, beaucoup de choses se sont produites avant votre naissance, ayant ainsi un impact sur votre vie. L'histoire a beaucoup d'impact sur votre vie, même si elle s'est produite avant votre arrivée au monde.

L'un des aspects positifs de l'histoire est que certains des plus grands obstacles ont déjà été surmontés par d'autres. Vous avez donc de nouveaux défis. Mais vous disposez également de nouveaux outils. Et votre défi est de contribuer à améliorer la société et à la laisser dans un cadre meilleur que celui que vous avez trouvé, pour la prochaine génération, vos enfants et leurs enfants. Ils vous verront comme l'histoire. Comment voulez-vous qu'on se souvienne de vous ?

L'histoire est l'étude de l'expérience humaine dans l'espace et dans le temps, montrant comment le passé éclaire l'avenir et offre les opportunités dont vous disposez aujourd'hui. Ce voyage à travers les dimensions régionales et les liens des mouvements de libération nationale vise à vous donner accès au passé récent de l'Afrique australe ainsi qu'aux aspirations et valeurs communes au-delà des frontières. En comprenant le passé, nous pouvons façonner notre avenir commun. Le cadeau dépend de vous.

C'est très difficile pour une génération de comprendre les priorités et les perspectives d'une autre génération, pourquoi elle a pris certaines décisions et les valeurs qui les ont motivées, le batteur qu'elles ont suivi. Il existe un proverbe indigène des Amériques qui dit :

Tu ne peux pas comprendre les décisions d'une autre personne jusqu'à ce que vous ayez marché un mile dans leurs mocassins (chaussures).

Il y a à peine deux générations, la majeure partie de l'Afrique australe était encore sous domination coloniale extérieure et le racisme était systématique. Il n'y avait ni démocratie, ni gouvernement représentatif, ni élections majoritaires, et l'accès à l'éducation, à l'emploi et aux terres arables était restreint par la race. La population majoritaire n'était pas autorisée à voter et les femmes étaient des mineures légales qui ne pouvaient pas conclure elles-mêmes des accords en vertu de la loi. Nous sommes venus de loin.

Cette génération de jeunes nés en Afrique australe à la fin du XXe siècle, dans les années 1940, 1950 et 1960, a pris la décision de sortir et de se battre pour son pays, pour l'égalité et le gouvernement majoritaire, ainsi que pour l'accès aux terres et à l'éducation. Ils ont été soutenus par les dirigeants africains qui ont formé l'Organisation de l'unité africaine, aujourd'hui l'Union africaine, et son Comité de libération.

Leurs défis concernaient l'indépendance politique, les droits de l'homme et la dignité, et ils ont finalement surmonté ces défis grâce à leur courage, leur détermination et leur dévouement, jusqu'à ce que tous les pays de l'Afrique australe ont reconquis le droit de se gouverner eux-mêmes et de permettre à leurs enfants (vous) de grandir en toute liberté tirant parti de nouvelles opportunités.

Leurs défis étaient la liberté de l'Afrique, la reconquête des terres et du droit de participer, de voter et d'étudier. La brutalité et le manque de droits humains associés à la période coloniale sont aujourd'hui difficiles à comprendre pour les enfants du 21ème siècle en Afrique australe dont les défis sont économiques, liés au bien-être et à la motivation, aux transports, aux infrastructures, à la technologie, aux médias sociaux, aux vidéoclips, les villes et les zones rurales, la communication instantanée... et ces frontières nationales qui nous séparent de nos amis et de notre famille dans ce que l'on dit être un autre pays.

*Les aînés voient et se taisent, mais voir et parler
sont des signes de la jeunesse... Proverbe africain*

Ma génération, ta génération

Lorsque nous avons commencé à discuter de ce sujet, j'ai d'abord été agacé, car nous, les aînés, parlions aux jeunes de leur histoire et de la façon dont des jeunes comme eux ont traversé les frontières pour se battre pour leurs terres il y a à peine deux générations, et comment ces jeunes d'antan nous ont libérés de la domination coloniale pour jouir des libertés d'aujourd'hui ; et les jeunes d'aujourd'hui ne savaient pas vraiment de quoi nous parlions parce que c'était en dehors de leur expérience et de leur apprentissage, et ni les écoles ni les parents ne leur offraient cette information, alors ils nous parlaient de « xénophobie, xénophobie » jusqu'à ce qu'on en ait marre d'entendre parler de ça. Nous parlions tous de discrimination et d'exclusion, mais nous utilisions des mots et des expériences différents que l'autre ne comprenait pas...



Nous avons donc parlé et parlé, longuement parlé des personnes qui franchissaient les frontières pendant la période coloniale, de la lutte de libération et des barrières actuellement érigées. Ces discussions ont réussi à relier le cercle de la lutte contre le colonialisme et pour l'indépendance, la terre, l'éducation, la dignité et la liberté à la lutte actuelle pour l'économie, l'emploi, l'éducation, les opportunités commerciales, le commerce, le tourisme et la circulation des personnes à travers les frontières. Il est devenu clair pour nous tous que même si l'indépendance politique a été conquise, les défis actuels ont des racines économiques et ne reposent plus sur la discrimination fondée sur la couleur de la peau mais sur les frontières nationales au sein de l'Afrique. Les frères et sœurs au-delà d'une frontière artificielle ne se sentent plus partie de la même famille.

Ces frontières ont été tracées sur une carte, en Europe, en 1885, et imposées pour assurer le contrôle des colonies et des ressources minières, agricoles et humaines. L'avènement du colonialisme a fait que l'Afrique était perçue comme une simple portion qui serait facilement partagée entre les « grandes puissances ». Les frontières artificielles restent un facteur, une cicatrice qui se guérit lentement grâce à l'intégration régionale, vers l'unité africaine.



#ALutaContinua

Entretien avec Cheryl, une jeune femme de 24 ans

Q Que savez-vous de l'histoire ?

Cheryl J'ai beaucoup appris la semaine dernière. J'ai lu mais avant cela, je pense que je devrais simplement dire que je ne savais rien. J'ai appris l'histoire de l'Afrique du Sud, mais ce n'était pas à travers le sujet de l'histoire elle-même. C'était grâce aux études sociales, aux arts et à la culture. La seule histoire que je peux vraiment dire que je connais est celle de l'apartheid. Je pense que c'est ce que je connais le mieux, sur l'histoire de l'apartheid.

Q Que signifie pour vous *una luta continua* ?

Cheryl Maintenant, j'ai compris le sens après avoir regardé la vidéo de Samora Machel ce jour-là. J'avais l'habitude d'entendre que la lutte devait continuer, mais elle n'était pas profonde. Il ne s'agissait pas de personnes luttant contre l'oppression, ni de personnes luttant contre la colonisation. Ce n'était pas quelque chose de profond comme ça. Je n'en connaissais pas le sens profond.

Q Et que devrions-nous faire à ce sujet ?

Cheryl L'unité, parce que c'est ce qu'il a fait et que ce qu'ils essayaient de réaliser a été réalisé. J'ai l'impression que nous devons nous unir en tant que jeunes parce qu'il était jeune à cette époque. Je pense que ce sont les jeunes qui ont réellement le pouvoir et l'énergie de faire quelque chose pour remédier aux choses qui nous séparent.

Q Comment peuvent-ils être mobilisés pour le réaliser et que pouvez-vous faire à ce sujet ?

Cheryl Médias sociaux. Je peux juste faire un post maintenant. Si tous les jeunes pouvaient découvrir les informations que j'ai découvertes la semaine dernière, je pense que leurs perspectives changeraient sur beaucoup de choses. Beaucoup de gens pensent qu'il vaut mieux être sur un piédestal en poussant quelqu'un d'autre vers le bas. C'est donc une idée qu'il faut écarter de notre génération parce que c'est quelque chose qui existe.

"L'histoire est... un dialogue entre le présent et le passé."

Ubuntu/Hunhu/Utu

Le terme souligne l'importance d'un groupe ou d'une communauté et trouve une articulation claire dans l'expression Nguni *umuntu*. *ngumuntu ngabantu* (une personne est une personne à travers d'autres personnes). Il s'agit d'une philosophie commune associée à la culture et à la langue africaine, à l'âme et à l'identité du peuple africain et à une base esthétique de l'identité et de l'humanité africaines.

Ubu-ntu Hu - nhu Bumuntu Vumuntu Gimuntu Motho Umuntu

L'esprit d'Ubuntu qui caractérise les langues et la culture de l'Afrique est le fondement d'une compréhension d'un destin commun et de valeurs communes.

On entend l'écho de **Patrice Lumumba**, héros courageux du Congo :

« Je veux que l'on dise à mes enfants, que je laisse derrière moi et que je ne reverrai peut-être jamais, que l'avenir du Congo est beau et que leur pays attend d'eux, comme il attend de chaque Congolais, qu'ils accomplissent la tâche sacrée de reconstruire notre indépendance, notre souveraineté... L'unité et la solidarité africaines ne sont plus des rêves. Ils doivent être exprimés dans des décisions. »

Lettre à Pauline Lumumba, décembre 1960. « L'Afrique écrira sa propre histoire et, au nord comme au sud du Sahara, ce sera une histoire pleine de gloire et de dignité ».



Patrice Lumumba

National Archives, The Netherlands

Le nationaliste angolais et survivant de la lutte du 4 février, **José Pedro Van Duném**, a exhorté jeudi, à Luanda, les jeunes à préserver et à s'inspirer des idéaux qui ont guidé le peuple angolais dans la lutte de libération, qui a abouti à la réalisation de l'indépendance nationale.

Le 4 février 1961 marque le début de la lutte armée en Angola, qui se termine par la proclamation de l'indépendance nationale le 11 novembre 1975.



José Pedro Van Duném

Angop

L'hon. **Netumbo Nandi- Ndaitwah**. « J'encourage vraiment les jeunes sur le fait que nous devons être concentrés. C'est très, très important. Vous ne faites pas les choses pour aucune appréciation. Vous les faites parce que vous pensez que c'est la bonne chose à faire.

Lorsque j'ai participé à la lutte de libération via Swapo, le but était de libérer le pays. Je suis donc si heureux, je suis satisfait que la Namibie soit aujourd'hui indépendante. Et que le peuple namibien puisse désormais décider de son propre destin ».



L'hon. Netumbo Nandi- Ndaitwah

Namipa

Josiah Magama Tongogara, commandant des forces de libération du ZANLA : « Nous avons l'habitude de nous jeter des pierres à Salisbury (Harare). Nous ne pouvons pas transmettre cela à nos enfants. Nous nous en allons et devons laisser un Zimbabwe stable à la nouvelle génération. Formons un Zimbabwe vraiment uni. Je ne veux pas voir mes enfants jeter la pierre sur ces divisions mineures. Je pense qu'ils vont se moquer de moi parce que je l'ai fait. »



Josiah Magama Tongogara

JMT Legacy Foundation

Havre de Paix _____ Dar es Salaam

Dar es Salaam était l'endroit où les jeunes voulaient aller. Au nord, à Dar es Salaam « le havre de paix », au Tanganyika, le lieu de liberté et d'unité – *uhuru na umoja* dans la langue lyrique du Kiswahili, elle-même une langue d'unité car issue des racines de plusieurs autres langues.

Indépendante depuis le 9 décembre 1961, mais pas vraiment, car tous les pays qui l'entourent étaient encore sous la domination étrangère des puissances et des colons européens, en tant que colonies, donc sous domination « coloniale ».

Au cours de ces premiers mois de liberté provisoire, Julius Nyerere avait 39 ans. Son nom Kambarage signifie « l'esprit qui apporte la pluie » car de fortes pluies sont tombées à sa naissance. Son nom Nyerere a été donné à son père Burito, qui était le chef Zanaki, né l'année de l'arrivée des chenilles. Nyerere le plus jeune s'est fait baptiser sous le nom de Julius alors qu'il était encore à l'école où les élèves devaient prendre des noms européens pour le baptême. Il avait lu *Jules César de Shakespeare*, qu'il a ensuite traduit en kiswahili.

Jules Kambarage Nyerere a présidé l'Union nationale africaine du Tanganyika (TANU), devenant Premier ministre à l'indépendance et président un an plus tard, en décembre 1962. En 1962, alors qu'il se mobilisait dans tout le pays pour discuter des changements apportés par l'indépendance, son adjoint Rashidi Mfaume Kawawa a été Premier ministre. Le pays du Mont Kilimandjaro, qui a été gouverné par l'Allemagne puis par la Grande-Bretagne pendant 80 ans, avec une farouche résistance de la part des communautés africaines locales, devait désormais être à nouveau gouverné par les africains. Julius Nyerere a été le premier Tanzanien à fréquenter une université britannique (Édimbourg), obtenant en 1952 une maîtrise en économie et en histoire.

Nyerere, connu sous le nom de *Mwalimu*, l'enseignant, avait prononcé une déclaration éloquente et passionnée devant le Conseil législatif en 1959, deux ans avant l'indépendance, lorsqu'il déclarait :



National Archives, The Netherlands



Tanganyika 9 décembre 1961 Union avec Zanzibar 26 avril 1964



« Nous, habitants du Tanganyika, aimerions allumer une bougie et la placer au sommet du mont Kilimandjaro qui brillerait au-delà de nos frontières, apportant l'espoir là où il y avait le désespoir, l'amour là où il y avait la haine et la dignité là où il n'y avait auparavant que l'humiliation ».

Il s'agissait de son engagement selon lequel le Tanganyika indépendant (plus tard uni à Zanzibar pour former la République-Unie de Tanzanie) soutiendrait pleinement la libération des pays africains du colonialisme et de l'apartheid. Il pensait que sans la liberté du continent, son propre pays ne serait pas libre. On dit qu'il « a porté le flambeau qui a libéré l'Afrique ».



Ainsi, les jeunes de l'Afrique australe voulaient y aller pour voir à quoi ressemblait l'indépendance, respirer la liberté et échapper au régime raciste et discriminatoire des colonies où ils ne pouvaient pas voter, ni entrer au Parlement, ni avoir accès aux terres, et où leurs parents ont été chassés de leurs terres, éloignés des dirigeants, des relations sociales et culturelles et de l'éducation.

Nyerere et Kwame Nkrumah du Ghana (1957), avec l'empereur d'Éthiopie et d'autres dirigeants de 32 pays africains indépendants, formèrent l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et acceptèrent l'invitation de l'empereur Haile Selassie d'accueillir l'OUA à Addis-Abeba. L'Éthiopie était un symbole de liberté pour les africains du monde entier, car elle est restée non colonisée lors de deux invasions, après que des hommes et des femmes ont vaincu l'armée italienne lors de la bataille

d'Adwa en 1896, aboutissant à un traité reconnaissant sa souveraineté. Les membres de l'OUA voulaient que l'ensemble du continent africain soit libéré du régime colonial et de l'apartheid, et ils ont créé le Comité de libération de l'OUA pour atteindre cet objectif.

Lorsque les actes parlent, les mots ne valent rien... Proverbe africain



Mwenge wa Uhuru, la Torche de la Liberté a été plantée au sommet du Mont Kilimandjaro le jour de l'Indépendance, comme symbole de liberté. Une flamme est portée chaque année à travers le pays lors de la course au flambeau d'Uhuru, avec des messages de paix et d'unité.

« L'Afrique doit s'unir. Nous avons devant nous non seulement une opportunité, mais aussi un devoir historique. Kwame Nkrumah, 24 mai 1963

Un voyage depuis l'ouest _____

Peter Katjavivi raconte l'histoire de son voyage en exil au Tanganyika en 1962, à l'âge de 21 ans, depuis la Namibie (alors connue sous le nom de Sud-Ouest africain) à travers trois pays encore sous domination coloniale avant d'atteindre un pays indépendant, et comment il a été déporté de Plumtree dans la Rhodésie du Sud (Zimbabwe), libéré à Gaborone dans le Bechuanaland (Botswana), et s'est rendu à Francistown avant de traverser le Zambèze sur le bac de Kazungula vers Livingstone et Lusaka en Rhodésie du Nord (Zambie) avec deux jeunes hommes du Congrès national africain (ANC) de l'Afrique du Sud, tandis que de nombreux autres ont été refoulés, et comment il a finalement atteint la sécurité du Tanganyika indépendant.

« Nous avons été emmenés dans un refuge appartenant à l'un des dirigeants de l'UNIP, le parti de Kenneth Kaunda. C'est ainsi que nous avons fini par faire le chemin tous les trois de Livingstone à Lusaka, nous logions au siège de l'UNIP, puis après quelques jours nous avons été emmenés dans la maison du secrétaire de l'UNIP chargé de la jeunesse. Ils estimaient essentiellement pour nous le temps de nous porter dans la voiture et nous emmener à l'arrêt de bus qui faisait la navette entre Lusaka et un endroit du Tanganyika appelé Mbeya. Nous avons donc effectué ce voyage.

« Nous avons été emmenés jusqu'à la frontière de la Rhodésie du Nord et du Tanganyika, puis on nous a dit de descendre du bus et de traverser la frontière à pied pour attendre le bus de l'autre côté, et le bus est venu et nous y a emmenés. Je vous le dis, avec ces deux amis de l'ANC, nos larmes ont commencé à couler de nos yeux lorsque nous avons vu le drapeau du Tanganyika. Pendant que nos larmes coulaient, ils ont animé une chanson, que je cherche toujours parce que c'était une expression. Cette expérience était comme un rêve que nous avions enfin réalisé ».

« Nous sommes maintenant en décembre, et ce devrait être le 7 décembre, je pense. J'estime que le long voyage a été parcouru à près de 80% et que, pour la première fois, nous voyons le drapeau d'un pays africain indépendant. Le Tanganyika était désormais indépendant, nous sommes en décembre 1962. Le Tanganyika est devenu indépendant en décembre 1961, soit un an seulement après l'indépendance. Nous sommes donc arrivés dans la ville de Mbeya ».

« À l'arrêt de bus, il y avait des gens de l'ANC, notamment des infirmiers qui avaient été offerts par l'ANC au Tanganyika indépendant. C'étaient des personnes clés en matière de services de santé, situés dans les centres principaux du pays, et ceux qui étaient en poste à



SARDC

l'hôpital de Mbeya sont venus nous chercher à l'arrêt de bus, et nous ont placé dans un autre bus qui nous a emmenés jusqu'à Dar es Salaam. À mon arrivée, je pense que c'était vers le 9 décembre, et voici qui était à l'arrêt de bus pour nous recevoir : Oliver Tambo et James Hadebe, qui était le chef de l'ANC à Dar es Salaam. Ils nous ont emmenés à la maison de l'ANC ».

« J'ai demeuré avec l'ANC pendant quelques jours, puis les dirigeants de la SWAPO sont venus me chercher et m'ont emmené à la résidence SWAPO à Dar es Salaam. C'était comme si j'avais le vertige, me demandant, si j'étais vraiment là, enfin ??

« Je m'attendais tellement à pouvoir arriver jusqu'à Dar es Salam. Il y a de l'enthousiasme, mais en même temps, je me demandais beaucoup questions sur la prochaine étape à entamer, comment survivre et que faire pour réussir à atteindre ce que je recherchais. Mais l'excitation de rencontrer de nouvelles personnes, dont certaines venaient de chez moi, était tout simplement bouleversante. Nous sommes maintenant en décembre, je pense le 9 décembre 1962, exactement un an après l'indépendance ».

On ne court pas dans les montagnes, mais parmi les gens, oui... Proverbe Herero



A Luta Continua ! La lutte continue...

Cheryl, 24 ans

Q Et qu'avez-vous pensé lorsque vous avez vu Samora parler ?

Cheryl Je pensais que c'était un homme puissant, je pensais que l'expérience était intense pour lui d'avoir pensé de cette façon. Je me disais, eh bien, c'est en fait plus profond que ce que je pensais. La vie des gens a été changée, tout a été changé. C'était comme une révélation pour moi, si je peux dire.

Il y a une partie où il parle de lutte contre le tribalisme, de lutte contre le manque d'éducation, contre la discrimination de genre, quelque chose de semblable. C'était profond, mais pour moi, il parlait du futur.

C'est une chose qui n'était pas encore arrivée, mais qui se réalise maintenant.

J'étais alors stupéfait (whoooda) , ouais. Cela a été comme un choc pour moi, et c'était juste comme si il avait une sorte de passion prophétique parce qu'il disait, la lutte continue, sans dire jusqu'à quand elle va continuer. Il disait que parce que nous avons gagné notre indépendance, tous ceux qui ne l'ont pas fait, leur lutte est notre lutte.

Donc je pense que c'est ce que j'en ai retenu, il parle du futur.

Toutes les luttes qu'il a évoquées sont toutes toujours d'actualité. Je pense que la lutte continue. Je ne sais pas comment la ligne va changer si la lutte est terminée.

Un pilote qui voit au loin ne laisse pas le navire chavirer.

Égyptien ancien

Un voyage depuis l'Est



Machel family archives

Un jeune homme nommé Samora Moises Machel a fait le voyage au Tanganyika quelques mois plus tard, en 1963, à l'âge de 30 ans, traversant le Mozambique en passant par le Swaziland et traversant l'Afrique du Sud de l'apartheid jusqu'au Botswana, d'où il a organisé un transport pour aller rejoindre le nouveau mouvement de libération uni, le FRELIMO, formé à Dar es Salaam le 25 juin 1962.



« Josina tu n'es pas morte car nous avons assumé tes responsabilités et elles vivent en nous. Les fleurs qui tombent de l'arbre doivent préparer la terre à l'éclosion de nouvelles et plus belles fleurs la saison suivante. » Poème de Samora Machel



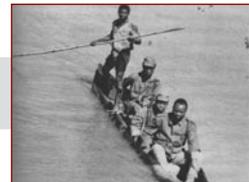
mozambiquehistory.net

Josina Muthemba Machel était une héroïne de la lutte pour la liberté qui s'est battue pour l'indépendance. Elle est décédée à 25 ans le 7 avril 1971, aujourd'hui Journée de la femme.

Marcelino dos Santos était l'un des fondateurs du Frelimo qui a donné une direction intellectuelle à l'action pratique, a rédigé les statuts fondateurs, a été vice-président de 1971 à 1977, et a ensuite transformé le cadre juridique du pays d'après la libération en État-nation en tant que président de l'Assemblée nationale (1987-1995).

« Aujourd'hui, les femmes mozambicaines parlent et sont entendues. Il y a maintenant des femmes membres du Comité central, des femmes guérilleros, des femmes techniciennes. M dos Santos 1974

Samora Machel (devant), Domingos Uasse et Bonifácio Gruveta traversant la rivière Rovuma de la Tanzanie au Mozambique.



mianica.blogspot.com



mianica.blogspot.com

Alberto Chipande a tiré les premiers coups de feu à Chai, Cabo Delgado, le 25 septembre 1964, aujourd'hui jour férié au Mozambique, et a été ministre de la Défense nationale de 1975 à 1992. Le premier volume de ses mémoires s'intitule *Como Eu Vivo a Minha História*. Noticias

Joaquim Chissano dirige une unité du Frelimo dans la brousse. À 35 ans, il a été Premier ministre pendant la transition vers l'indépendance, puis président du Mozambique (1986-2005).



mianica.blogspot.com

La chanson triste de grand-père

J'ai regardé mon grand-père
Et mes yeux innocents
J'ai nagé avec des larmes.

Mon grand-père n'arrêtait pas de chanter
Il continua :
"Maintenant, nous sommes des gens libres
Merci au courage
Des meilleurs fils
Du Mozambique.

José Cumaio, 15 ans,
Josine École secondaire Machel, Maputo
Petit-déjeuner de Sjamboks, Lukas Mkuti (éd.), 1987



25 juin 1975

Samora Machel est devenu le premier président du Mozambique le 25 juin 1975, en tant que président fondateur du Frelimo, Eduardo Chivambo. Mondlane avait donné sa vie en ouvrant un colis piégé envoyé par les autorités coloniales en 1969, le 3 février, aujourd'hui Journée des Héros au Mozambique.



Anders Johansson

Photo emblématique d'Eduardo Chivambo Mondlane, le président fondateur du Frelimo, avec Samora Machel qui est devenu le deuxième président du Frelimo. La photo a été prise dans la zone libérée du Mozambique en février 1968 par le journaliste suédois Anders Johansson de *Dagens*. Plus tard.



Mondlane a reçu un colis piégé dans un bureau de Dar es Salaam, dans un livre qui a explosé lorsqu'il a ouvert le colis.



SMDC

Mozambique était alors un « territoire d'outre-mer » du Portugal, appelé Est Afrique portugais, et un fort allié de l'Afrique du Sud de l'apartheid. Suite à la transition au Portugal du 25 avril 1974 (Révolution des œillets), résultant de la pression des guerres de libération en Afrique, des pourparlers entre le Frelimo et le Portugal ont été organisés par l'intermédiaire du président

Kaunda en Zambie, entre le Mouvement des forces armées portugaises (MFA) et Frelimo. Ils se sont mis d'accord sur une transition à partir de septembre 1974 menant à l'indépendance en juin 1975. Le président Machel est représenté ici avec le président Kaunda après l'indépendance.

« Nous avons toujours attaché une grande importance à l'éducation parce que, en premier lieu, elle est essentielle au développement de notre lutte, car l'implication et le soutien de la population augmentent à mesure que sa compréhension de la situation grandit, a déclaré Eduardo Mondlane ».
« En deuxième lieu, un futur Mozambique indépendant aura très gravement besoin de citoyens instruits pour montrer la voie du développement. De grandes difficultés nous attendent, mais nous voyons aussi nos enfants courir librement ».

Le salut mobilisateur du Président Samora a continué de résonner dans toute la région, même après l'obtention de l'indépendance, inspirant d'autres à continuer jusqu'à la victoire :

« A Luta Continua ! La lutte continue... »

Contre quoi ? Contre quoi la lutte doit-elle continuer ?

Contre le tribalisme. Et contre quoi d'autre devons-nous lutter ?

L'ignorance, contre l'analphabétisme, contre l'exploitation, contre la superstition,

la misère, contre la faim, contre le manque de vêtements....

La lutte continue pour qu'un jour nous soyons tous égaux.

Samora Machel est décédé le 19 octobre 1986 dans un accident d'avion juste au sein de l'Afrique du Sud de l'apartheid après que l'avion présidentiel ait été détourné de sa trajectoire, apparemment par une fausse balise placée par l'Afrique du Sud pour obtenir ce résultat.



24 octobre 1964

Tiende Pamodzi

La musique a toujours été une passion pour Kenneth Kaunda depuis son adolescence à Chinsali. Lors de ses missions solitaires visant à mobiliser le soutien en faveur de l'indépendance, le jeune homme dégingandé arborant une coupe de cheveux Zonk parcourait de longues distances avec une guitare en bandoulière. Il organisait des réunions et chantait ses propres compositions devant son public.



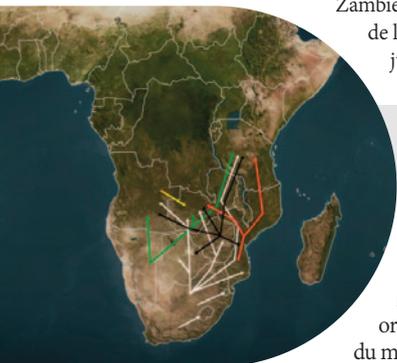
Lors de son accession au pouvoir, il était courant de le voir gratter sa guitare, chanter une chanson patriotique ou une chanson d'amour dédiée à son épouse, feu Betty Kaunda.

Tiyende Pamodzi ndim'tima umo signifie, « Ayons un seul cœur, un seul esprit, travaillons ensemble pour pouvoir nous développer. Si vous avez des opinions différentes, vous ne pouvez pas atteindre les bons objectifs. »



bundesarchiv.de

Le feu dirigeant zambien a qualifié sa philosophie d'« humanisme », une approche centrée sur les personnes enracinée dans Ubuntu. Le peuple zambien a accueilli des réfugiés, des exilés et des jeunes en quête d'éducation ou de formation militaire pour libérer leur pays, notamment de l'Angola, du Mozambique, de la Namibie, du Zimbabwe et de l'Afrique du Sud de l'apartheid. Les dirigeants et les cadres des mouvements de libération sont passés par la Zambie ou y ont vécu, et certains ont suivi une formation militaire, même si celle-ci avait généralement lieu au-delà des frontières de la Zambie, en Tanzanie, au Mozambique ou en Angola, en raison de la vulnérabilité de la frontière commune du pays avec la Rhodésie du Sud (Zimbabwe) jusqu'en 1980.



Les mouvements de libération de l'Afrique australe ont cherché refuge en Zambie dans les années 1960, 1970 et 1980.

Kaunda a accueilli les visiteurs et les sympathisants de la diaspora, en particulier ceux engagés dans des initiatives similaires et les dirigeants et organisations « partageant les mêmes idées » du monde entier.

Le président fondateur de la Zambie, le Dr Kenneth David Kaunda, avec le leader des droits civiques Martin Luther King, assassiné aux États-Unis en 1968



Life magazine

Alors que Kaunda milite pour l'indépendance de la Zambie, qu'il remporte le 24 octobre 1964, Martin Luther King organise la marche sur Washington le 28 août 1963, appelant au droit de vote et à la fin de la ségrégation raciale. Le discours de King, « J'ai un rêve », a résonné dans toute l'Afrique australe où un rêve similaire était poursuivi.



Kaunda avec le président Josip Broz Tito de Yougoslavie, fondateur du Mouvement des non-alignés qui avait un rêve similaire au niveau mondial

« Je rêve qu'un jour, sur les collines rouges de Géorgie, les fils d'anciens esclaves et les fils d'anciens propriétaires d'esclaves puissent s'asseoir ensemble à la table de la fraternité. Je rêve qu'un jour même l'État du Mississippi, un État étouffant par la chaleur de l'injustice, étouffant par la chaleur de l'oppression, sera transformé en une oasis de liberté et de justice. Je rêve que mes quatre petits enfants vivront un jour dans une nation où ils ne seront pas jugés sur la couleur de leur peau mais sur le contenu de leur caractère ».



Le chemin de fer Tanzanie-Zambie (TAZARA), une arme de liberté...

« Ainsi, ce chemin de fer existe grâce au travail physique pénible, à l'ingéniosité et à la volonté du peuple chinois de partager le peu qu'il possède. Et tout cela a été fait entre égaux : nous, en Tanzanie et en Zambie, avons retrouvé notre dignité ; et avec un profond sentiment d'obligation fraternelle. La Chine nous a montré le véritable sens de l'engagement révolutionnaire et de la solidarité internationale. Car ce chemin de fer a trois contributions majeures à apporter aux africains et au développement du tiers monde.

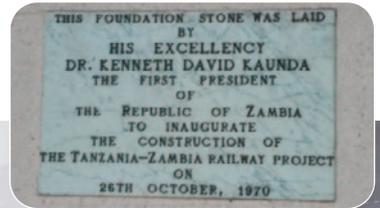
« Premièrement, il constitue une route vitale vers la mer pour la Zambie, à travers ses régions du nord-est ; et il relie des parties importantes et sous-développées de la Tanzanie, y compris toute la vallée du bassin de Rufiji, au port de Dar es Salaam et au reste du pays.

« Deuxièmement, ce chemin de fer apportera une contribution vitale à l'unité africaine. Ceci facilitera grandement les échanges commerciaux entre nos deux pays et, à terme, entre l'Afrique orientale et australe dans son ensemble.

« Troisièmement, le chemin de fer aidera les peuples de cette partie de l'Afrique à jouer leur rôle dans la lutte pour la libération de l'Afrique et renforcera nos deux pays. La Tanzanie et la Zambie sont déterminées à utiliser leur force pour soutenir la libération totale de notre continent. »

« Car aucune partie de l'Afrique ne peut être laissée sous le contrôle des colonialistes ou des racistes. Nous préférierions conquérir la liberté par des moyens pacifiques ; mais, lorsque cela n'est pas possible, l'Afrique s'engage à apporter son plein soutien à une lutte armée des peuples des territoires opprimés. Ce chemin de fer, dont nous célébrons aujourd'hui l'achèvement, est lié à la lutte de libération en Afrique australe ; c'est une arme de liberté, pour la Zambie tout comme pour la Tanzanie, ainsi que pour le Zimbabwe, la Namibie et l'Afrique du Sud ».

14 juillet 1976. Julius Nyerere s'exprimant lors de la remise officielle du chemin de fer qui relie Kapiri Mposhi dans la ceinture minière de Zambie et le port de Dar es Salaam en République-Unie de Tanzanie.





18 avril 1980

Kenneth Kaunda

« C'est arrivé, ce qui semblait impossible est arrivé.
C'est une occasion mémorable et joyeuse. »

Samora Machel

“Viva Independencia do Zimbabwe”

« Aujourd'hui, nous, du Mozambique, sommes ici pour célébrer l'indépendance. Nous sommes venus dire au peuple du Zimbabwe : désormais nous sommes indépendants. Le Mozambique n'était pas indépendant parce que le Zimbabwe était toujours sous domination ».

Victoire électorale - 1980

Le 4 mars à 20 heures, après l'annonce des résultats des élections pour l'indépendance, Mugabe s'est adressé à la nation dans une démonstration magistrale de sens politique. Il a parlé de transformer les épées en socs de charrue pour reconstruire la nation, de la nécessité de réconciliation et non de récrimination, et il a assuré aux Blancs qu'ils auraient leur place dans le pays – en tant que Zimbabweens. Il a parlé d'une coalition avec le ZAPU et de l'inclusion de « membres d'autres communautés à qui la constitution a refusé le droit de figurer comme candidats » dans le scrutin racialement séparé.

Mugabe, qui présentait clairement la voie à suivre pour le pays, était considéré comme un leader compétent, intelligent et éloquent.

« Approfondissons notre sentiment d'appartenance », a-t-il conclu, « et engendrons un intérêt commun qui ne connaît ni race, ni couleur, ni croyance. Devenons véritablement des Zimbabweens animés d'une seule loyauté. Vive notre liberté ! »

La lutte pour le Zimbabwe, 1981

Des dirigeants et organisations africains, ainsi que des institutions et des individus du monde entier qui ont soutenu le mouvement indépendantiste et la lutte de libération, sont venus célébrer avec le Zimbabwe. Parmi eux se trouvait l'icône du reggae jamaïcain, Bob Marley, qui a composé une chanson spéciale intitulée *Zimbabwe*.

Julius Nyerere

« Depuis notre arrivée, nous avons été accueillis avec une extrême gentillesse par la population du Zimbabwe. Ils chantent, ils dansent et ils me remercient pour ce qu'ils pensent que la Tanzanie a fait pour le Zimbabwe. Nous sommes désormais tous Zimbabweens et africains et nous espérons que vous travaillerez ensemble pour le bien du Zimbabwe et pour la force de l'Afrique ».



Dr Kenneth Kaunda de Zambie avec Samora Machel du Mozambique et Mwalimu Julius Nyerere de Tanzanie et (en haut) qui ont tous accueilli des Zimbabweens, militaires et civils. Le Premier ministre Robert Mugabe du Zimbabwe avec Nyerere et Kaunda. Mugabe est devenu président en 1987 lorsque la structure a été transformée en présidence exécutive.

Zimbabwe Embassy in Berlin



Bob Marley

ZIIMBABWE

*“Every man gotta right to decide his own destiny
And in this judgment there is no partiality...
Natty dub it inna Zimbabwe,
Set it up inna Zimbabwe
Africans a liberate Zimbabwe...”*



Le drapeau britannique est hissé sur Harare Hill, surplombant Fort Salisbury, le 13 septembre 1890.

« Le prophète Shona, Chaminuka, a eu une vision des êtres blancs qu'il a décrits comme des (hommes sans genoux). Ils envahiraient, dit-il, le Zimbabwe par le sud et gouverneraient le pays.... Chaminuka avait raison et, après une guerre féroce, des immigrants blancs affluèrent dans le pays. ...et prendraient la moitié du terrain, tout ce qu'il y avait de terres saines du Highveld. Ils ont laissé la moitié stérile à des millions d'Africains pour qu'ils la partagent. J'ai entendu pour la première fois l'angoisse du peuple à travers les chansons de vieillards amers qui étaient assis autour des feux de village du Mashonland et du Manicaland, où j'ai passé une partie de ma jeunesse. Une chanson disait : « Il y a d'abord eu le travail forcé, suivis des maisons alignées, puis sont arrivées les routes, notre bétail disparu (fini). » Musosa Kazembe, TAMBOUR

Le 26 juin 1890, une force d'invasion composée de 300 policiers recrutés par la British South Africa Company de Cecil Rhodes et de près de 200 « pionniers » avait traversé la rivière Macloutsie depuis le Bechuanaland (aujourd'hui Botswana) pour coloniser le Mashonaland. Les "pionniers" avaient été sélectionnés parmi 2 000 candidats en Afrique du Sud pour leur capacité à monter à cheval et à tirer ainsi que leurs compétences techniques, parmi lesquels des mécaniciens, des agriculteurs, des bouchers, des boulangers et un grand groupe de prospecteurs attirés par les histoires des vastes champs aurifères.

Ils étaient armés de fusils, de revolvers, de mitrailleuses et d'artillerie. Ils portaient des uniformes militaires, des bottes et des chapeaux militaires. Le guide du wagon-train leur avait promis 15 claims chacun dans les champs aurifères et 3 000 acres de terres agricoles de premier ordre – un total de près de 1 500 000 acres. Leur objectif était le mont Hampden et ils revendiquaient la possession du territoire au nom de la reine Victoria. Le fait qu'il s'agisse d'une invasion n'est pas contesté et le 12 septembre était célébré chaque année jusqu'en 1961 comme jour de l'occupation.

Les premiers colons arrivés dans la région orientale de Melsetter en 1893 ont répertorié la vaste gamme de produits agricoles africains. « Les grains pour farines, le maïs poko, le maïs kaffir, le millet, les arachides, le haricots (cinq sortes), les œufs, les fruits, les choux, les patates douces, les pois, les citrouilles de toutes sortes, les pastèques, les concombres, les piments, le tabac, les bananes et les citrons, et tout cela est cultivé à la perfection », a écrit l'un d'eux. Un colon de l'ouest du Mashonaland a également décrit l'agriculture réussie et variée : « Le chemin serpentait à travers des champs de maïs, de kaffir, de rukweza, de patates douces, de citrouilles, d'arachides, puis à travers des lits de riz dans les marais ». Le bétail et les chèvres étaient rassemblés.

Ainsi, lorsque les colons sont arrivés en 1890, un système africain de développement politique et économique était en place. Ils étaient venus chercher l'or et, au cours des 20 années suivantes, une grande partie de leur nourriture fut fournie par l'économie africaine. Lorsque les colons n'ont pas pu trouver l'or que les Africains extrayaient depuis des centaines d'années, ils se sont emparés des terres pour les cultiver et ont détruit l'économie africaine, forçant les africains à se réfugier dans des réserves et créant un réservoir de main-d'œuvre bon marché pour les fermes, les mines et les centres urbains.

La lutte pour le Zimbabwe, 1981

La résistance africaine à la perte des terres et de la liberté s'est poursuivie tout au long des années 1890, menée par les chefs et les communautés, soutenus par des structures traditionnelles telles que Nehanda. Charwe Nyakasikana, médium d'un esprit ancestral puissant et respecté. Dans la culture locale, les gens croient que les mortels sont guidés par leurs ancêtres et que ces ancêtres parlent à travers des médiums pour les protéger et leur fournir l'inspiration, le courage, les systèmes de valeurs et le sentiment d'obligation.



Chimurenga



P. Jibnon



National Archives, The Netherlands



Les dirigeants Joshua Nkomo et Robert Mugabe ; le mémorial aux jeunes qui ont combattu et reconquis leur pays ; et le médium spirituel de Mbuya Nehanda qui était l'une des figures mystiques et influentes du premier et du deuxième Chimurenga. La résistance s'est poursuivie et s'est intensifiée jusqu'à ce que la liberté soit retrouvée, 90 ans après l'occupation.

Josué Mqabuko Nkomo, Père Zimbabwe

« Tout le monde doit se voir accorder tous les droits politiques, qu'il soit blanc ou noir, instruit ou non, riche ou pauvre, et c'est exactement la raison pour laquelle nous luttons en ce moment en vue de le réaliser pour notre peuple "un homme, une voix ».

Robert Gabriel Mugabe, président fondateur

« Tout le monde doit se voir accorder tous les droits politiques, qu'il soit blanc ou noir, instruit ou non, riche ou pauvre, et c'est exactement la raison pour laquelle nous luttons en ce moment en vue de le réaliser pour notre peuple "un homme, une voix ».

Josiah Magama Tongogara

« Mes griefs étaient davantage fondés sur la question de l'oppression que j'avais constatée de la part de mon propre peuple, notamment dans la privation de terres. J'écoutais mes parents en parler.

Ce sont principalement ces facteurs qui m'ont motivé ».

« Nous n'avons pas l'intention d'en finir dans deux, trois, quatre ou cinq ans... c'est une lutte de longue haleine. Le type de guerre que nous menons dépend de changements de tactique et nous avons changé nos tactiques. Nous combinerons les deux : là où ils nous rencontreront et nous intercepteront, nous resterons debout et combattrons ; là où ils ne nous voient pas, nous irons dans nos propres régions, nous infiltrerons dans la population et organiserons nos masses ».

Les deux armées du mouvement de libération du Zimbabwe, l'Armée nationale africaine de libération du Zimbabwe (ZANLA) et l'Armée révolutionnaire populaire du Zimbabwe (ZPRA), ont changé de tactique dans les années 1970. Le fleuve Zambèze constituait une barrière à la traversée depuis la Zambie et même s'il était traversé en toute sécurité, peu de personnes vivaient dans la région pour fournir de la nourriture, un abri et des informations aux guérilleros. Il y avait une pénurie d'eau, il faisait excessivement chaud et les forces rhodésiennes avaient des camps le long de la rive du fleuve.

Tongogara a déclaré que ces difficultés conduisaient à la conclusion qu'ils devaient essayer de passer par le Mozambique. « Nous avons découvert que nous faisons du très bon travail à l'intérieur, à ce moment-là, c'était le début, mais l'arrière était plus faible que l'avant. Nous avons découvert que nous ne pouvions pas continuer la guerre ainsi et gagner ».

Le ZANLA opérait dans le nord-est du pays et le FRELIMO se dirigeait vers le sud pour mener des opérations dans la province de Tete, où ils faisaient face à des opérations conjointes des forces portugaises et rhodésiennes. Des pourparlers ont donc eu lieu à Lusaka, dirigées par Herbert Chitepo et Samora Machel. Ils ont convenu que ZANLA pourrait opérer depuis le Mozambique.

Tongogara said later that Machel told them, "Some of us, when we look at the situation in Mozambique, realize if we liberate Mozambique tomorrow that will not be the end. The liberation of Mozambique without the liberation of Zimbabwe is meaningless."

Tongogara a déclaré plus tard que Machel leur avait dit : « Certains d'entre nous, quand nous regardons la situation au Mozambique, réalisent que si nous libérons le Mozambique demain, ce ne sera pas la fin. La libération du Mozambique sans la libération du Zimbabwe n'a aucun sens ».



Samora Machel, Robert Mugabe

Ils se sont engagés en faveur de l'unité, ont parlé d'unité et ont créé des structures pour l'unité.

Herbert Chitepo et Jason « JZ » Moyo ont dirigé la guerre de libération depuis Lusaka, sur les fronts militaire et diplomatique, et ils ont tous deux été pris pour cible par les forces de sécurité rhodésiennes. Tous deux ont été assassinés à Lusaka, Chitepo le 18 mars 1975 et Moyo le 22 janvier 1977, le premier dans une voiture piégée et le second dans un colis envoyé à son bureau. Après l'indépendance, les forces spéciales rhodésiennes ont reconnu les deux meurtres, affirmant qu'elles avaient écouté les conversations téléphoniques de Moyo et intercepté un colis qu'il attendait. Pour Chitepo, ils ont attaché des explosifs à sa voiture et ont décrit l'opération et la campagne de fausses nouvelles qui a suivi visant ses collègues comme « l'opération la plus réussie de la guerre ».



Les commandants opérationnels étaient Rodgers « Alfred Nikita » Mangena (à gauche) et Josiah Magama Tongogara, représentés (au milieu) comme commandant de la guerre de libération et (à droite) réfléchissant aux négociations pour l'indépendance à Lancaster House à Londres en 1979. Les deux hommes sont morts pendant la guerre, Mangena par une mine terrestre dans le sud de la Zambie le 28 juin 1978 et Tongogara dans un accident de voiture dans le centre du Mozambique le 26 décembre 1979, se précipitant pour informer ses commandants du cessez-le-feu.



Le premier groupe de jeunes ayant suivi une formation militaire pour traverser le fleuve Zambèze depuis la Zambie vers la Rhodésie du Sud a traversé le pont de Chirundu où ils ont été pris pour des écoliers par les autorités frontalières. Le groupe commandé par Emmerson Dambudzo Mnangagwa est arrivé à temps pour le premier congrès de la ZANU à Gweru en mai 1964, en tant que représentants de la ligue de la jeunesse de la branche de Lusaka, mais peu de gens savaient qu'ils étaient des guérilleros formés. Mnangagwa a été arrêté un an plus tard, après avoir placé des explosifs dans un train à Masvingo, emprisonné et condamné à mort. L'aumônier de la prison, le père Emmanuel Ribeiro, l'a sauvé du couloir de la mort, déclarant qu'il était trop jeune pour être exécuté. Après huit ans de prison, où il a poursuivi ses études, il a été expulsé vers la Zambie et a obtenu son diplôme de droit à l'Université de Zambie. Il se rend ensuite au Mozambique pour rejoindre la guerre, devenant chef de la sécurité civile et militaire. Après l'indépendance en 1980, il fut chargé d'unifier les armées du mouvement de libération (ZANLA et ZPRA) avec l'armée rhodésienne, en tant que président du haut commandement militaire. Il a occupé divers postes ministériels et, en 2017, il a prêté serment en tant que deuxième président du Zimbabwe.



ED Mnangagwa

Les femmes ont joué de multiples rôles dans le mouvement de libération nationale, notamment en tant que cadres militaires formés aux côtés des hommes. Mais les femmes transportaient également des armes et des munitions sur de longues distances en tant que messagères, travaillaient comme agentes de renseignement, cuisinaient et transportaient de la nourriture et suivaient une formation de policière. Des femmes et des hommes soignaient les blessés et les malades et éduquaient les enfants. Dans tous les mouvements de libération nationale en Afrique australe, la plupart des postes de commandement étaient occupés par des hommes, mais pas tous. Il y avait quelques femmes commandantes. Les multiples rôles des femmes sont entrés en jeu tout comme après la guerre, et c'est toujours le cas aujourd'hui. Il est donc important que ces différents rôles soient documentés parallèlement aux rôles multiples et souvent différents joués par les hommes. Le point est l'importance de donner à ces rôles leur juste valeur dans le récit de l'histoire de l'homme et de la femme.



Oppah 'Chamu' Muchinguri-Kashiri



Monica 'Chido' Mutsvangwa

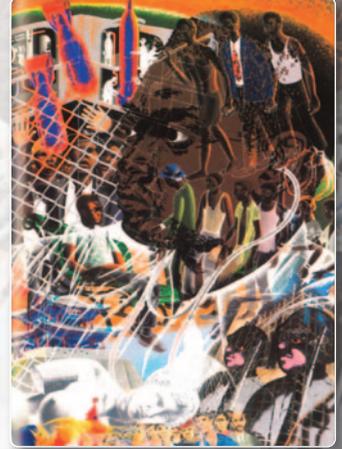
« Le 25 juin 1975, le FRELIMO a obtenu son indépendance, et cela nous a donné la force de dire : si les Mozambicains peuvent le faire, alors nous le pouvons aussi. C'était un esprit qui traversait les jeunes de ce pays. Nous étions tellement déterminés... J'appelle notre époque : Génération Samora Machel ... Je suis inextricablement lié à ce grand pays par le sang des vaillants fils et filles du Mozambique et du Zimbabwe qui ont donné leur vie et leurs membres pour la libération de notre pays. Monica Mutsvangwa, s'exprimant à Maputo en tant que vice-présidente du Forum parlementaire de la SADC ».



11 novembre 1975

L'Angola est l'un des pays les plus grands et potentiellement plus riches de l'Afrique, mais son peuple a accédé à l'indépendance après avoir souffert de l'une des formes de colonialisme les plus longues et les plus débilantes. L'Angola a connu sa première installation coloniale en 1575 (l'indépendance a été obtenue 400 ans plus tard), mais pendant des siècles, l'intérêt de l'Europe a été principalement en tant que source d'esclaves ou dépotoir pour les criminels en exil. L'extraction de diamants, lancée en 1913 est devenue une importance commerciale après 1920, et l'extraction de pétrole, qui avait commencé à un faible niveau en 1956, avait dépassé en 1973 le café comme principale source de devises étrangers. Wolfers M. 1981 République populaire d'Angola

La patience des angolais était à bout dans les années 1960 et certains dirigeants étaient déjà en exil. Le président du MPLA, Dr Agostinho Neto était en prison au Portugal. Le 4 février 1961, les opposants au colonialisme ont été évadés de prison à Luanda, et ce jour a marqué le début de la guerre de libération, qui a finalement conduit à l'indépendance le 11 novembre 1975.



Espoir sacré – Poèmes d'Agostinho Neto,
Publié par l'Union des écrivains angolais
Illustrations d'António P. Domingues



« Je suis Theory, le narrateur de cette histoire sur la guerre de libération dans la forêt du Mayombe en Angola. Je suis né à Gabela, au pays du café. De la terre j'ai reçu la couleur foncée du café, du côté de ma mère, mélangée au blanc cassé de mon père, un commerçant portugais. Je porte en moi l'inconciliable et c'est mon moteur. Dans un Univers du oui ou du non, du blanc ou du noir, je représente le peut-être... Tiré de l'histoire classique du Mayombe d'Artur Pestana « Pepetela », publié par l'Union des écrivains angolais

L'ANC et le MPLA Oliver Tambo

« Les luttes héroïques anticoloniales des peuples d'Afrique pour l'indépendance nationale, y compris, en particulier, les luttes armées des peuples d'Algérie, de Guinée-Bissau et du Cap-Vert, d'Angola et du Mozambique, ont abouti à l'effondrement historique du colonialisme portugais en Afrique. Les victoires bouleversantes du Frelimo et du MPLA ont amené l'Afrique australe à la croisée des chemins. ... »

Oliver Tambo prend la parole au Congrès du MPLA à Luanda 1977

Agostinho Neto

Au-delà de la poésie

Là à l'horizon
le feu
et les silhouettes sombres des baobabs
les bras levés
Dans l'air l'odeur verte des palmiers brûlés

Poésie africaine

Sur l'autoroute
la file des porteurs de *Bailundo*
gémissant sous le poids de la farine de manioc
dans la pièce
la mulâtresse aux yeux doux
retouchant son visage avec du rouge et de la
poudre
La femme sous des vêtements amples balance ses
hanches
Dans le lit, l'insomniaque réfléchit
d'acheter des couteaux et des fourchettes pour
manger à table

Havemos de voltar

Às casas, às nossas lavras
às praias, aos nossos campos
havemos de voltar

Às nossas terras
vermelhas do café
brancas de algodão
verdes dos milharais
havemos de voltar

Às nossas minas de diamantes
ouro, cobre, de petróleo
havemos de voltar

Aos nossos rios, nossos lagos
às montanhas, às florestas
havemos de voltar

À frescura da mulemba
às nossas tradições
aos ritmos e às fogueiras
havemos de voltar

À marimba e ao quissange
ao nosso carnaval
havemos de voltar

À bela pátria angolana
nossa terra, nossa mãe
havemos de voltar

Havemos de voltar
À Angola libertada
Angola independente

Dans le ciel le feu réfléchi
Et des silhouettes d'hommes noirs dansant le
batuque
bras levés
Dans l'air la mélodie chaude des marimbas

Poésie africaine

Et sur l'autoroute les porteurs
dans la chambre la mulâtresse
dans le lit l'homme sans sommeil

Braseros consommant
consommant
la terre chaude des horizons en feu.

Bailundo : Une partie de la province de Huambo et le nom donné à ses habitants.

Note ajoutée : Les bonnes manières à table et l'utilisation de couteaux et de fourchettes étaient une référence utilisée par les autorités coloniales en Angola et au Mozambique pour déterminer si une personne locale était suffisamment civilisée pour rejoindre la société et bénéficier de privilèges spéciaux, donc pour devenir *assimilado*, assimilé.

Nous reviendrons

Aux maisons, à nos récoltes
aux plages, à nos champs
nous reviendrons.
Vers nos terres rouges de café
blanc avec du coton
vert avec des champs de maïs
nous reviendrons
Vers nos mines de diamants
or, cuivre, pétrole
nous reviendrons

À nos rivières, nos lacs
vers les montagnes les forêts
nous reviendrons

A l'ombre du mulemba
à nos traditions
aux rythmes et aux feux de joie
nous reviendrons

Au marimba et au quissange
à notre carnaval
nous reviendrons

À notre belle patrie angolaise
notre terre, notre mère
nous reviendrons

Nous reviendrons
à l'Angola libéré
Angola indépendant

Prison d'Aljube, Lisbonne
Octobre 1960

De *L'Espérance Sacrée* – Poèmes d'Agostinho Neto, publié par l'Union des écrivains angolais, 1986
Peintures originales d'António Domingues dans la collection particulière de l'auteur.

L'unité est nécessaire dans
tous ces pays.
Cela a été prouvé dans le cas
des colonies portugaises.
Là où il y a eu unité, la
progression vers
l'indépendance a été plus
facile.
Là où il n'y a pas eu d'unité
comme dans le cas de
l'Angola, l'avancée vers
l'indépendance
a été inutilement retardé et
j'espère que nos amis de
Rhodésie ont correctement
retenu la leçon
et qu'ils maintiendront et
renforceront l'unité.
-Julius Nyerere

L'Afrique du Sud de l'apartheid a envahi le sud de l'Angola en août 1975, avant l'indépendance en novembre, et y est resté jusqu'à l'accord officiel de paix, lorsque les troupes et l'administration sud-africaines ont été retirées de la Namibie voisine en 1989. Au cours de cette période, des frappes aériennes ont eu lieu contre l'armée angolaise, les combattants de la SWAPO et les camps de réfugiés, y compris des attaques militaires sud-africaines directes.

L'indépendance de l'Angola n'a pas apporté la paix, car une partie du pays était contrôlée par d'autres groupes bien armés par l'Afrique du Sud de l'apartheid, qui occupait également une zone au sud du pays, considérée comme une bande de 50 km le long de la frontière à des fins de défense, mais en pratique pour affaiblir l'Angola et attaquer les combattants de libération de la SWAPO depuis la Namibie.

Parmi les atrocités, citons le raid des forces de l'apartheid sud-africaines contre un camp de réfugiés namibiens à Cassinga, dans la province de Huila, le 4 mai 1978. Il s'agissait de l'une des plus grandes opérations aéroportées de la Force de défense sud-africaine (SADF), qui a largué 400 parachutistes près de la ville et bombardé les camps et les bases à proximité, suivis d'une attaque au sol. Plus de 600 Namibiens sont morts, dont un grand nombre de femmes et d'enfants, et des centaines ont été blessés. Une mission de l'ONU s'est rendue à Cassinga et a qualifié l'attaque de « criminelle sur le plan juridique et sauvage sur le plan moral ».

Quelques semaines plus tard, 600 enfants namibiens, pour la plupart des survivants de Cassinga, étaient arrivés à Cuba pour étudier. Le 4 mai est le jour de Cassinga en Namibie, un jour férié en hommage à ceux qui ont donné leur vie pour l'indépendance.

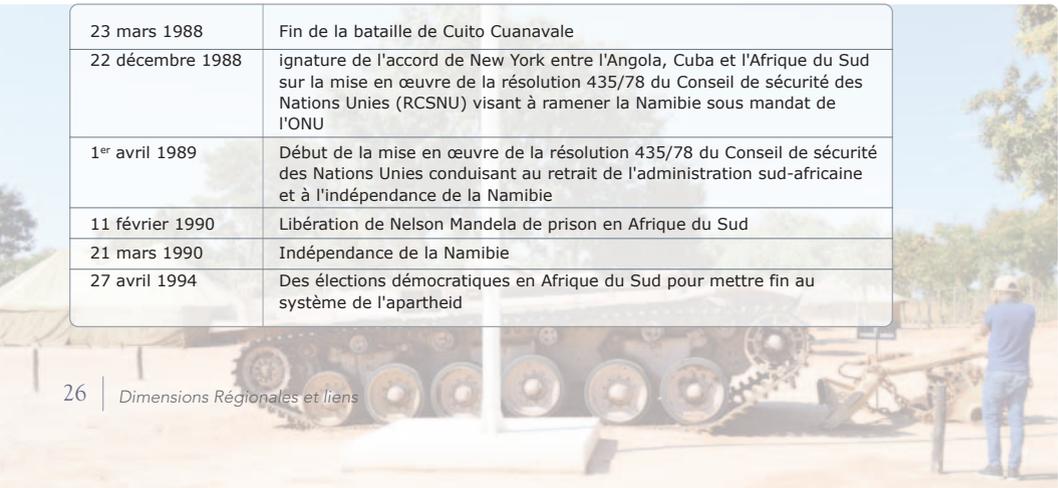
Les forces de défense sud-africaines sont allées trop loin dans la défense de leur système d'apartheid de ségrégation raciale lorsqu'elles ont mené des descentes et des attaques plus loin en Angola en 1987 contre l'armée angolaise bien formée et armée et les combattants de libération de la SWAPO, renforcés par les forces cubaines, dont certains ont perdu la vie et sont considérés comme des héros en Afrique en raison de leur soutien à la libération. L'Afrique du Sud a été confrontée à l'apartheid dans le sud de l'Angola et son avancée a été stoppée lors d'un affrontement militaire majeur qui a duré plusieurs mois, culminant avec la bataille décisive de Cuito Cuanavale en mars 1988.

La défaite des forces sud-africaines de l'apartheid à Cuito Cuanavale a conduit à des négociations impliquant entre autres les Nations Unies, l'Angola, la Namibie, Cuba et l'Afrique du Sud, qui ont finalement abouti au retrait de l'Afrique du Sud de Namibie. Le pays est revenu sous le mandat de l'ONU pour une période de transition, conduisant à des élections pour une Assemblée constituante et pour l'indépendance deux ans plus tard, le 21 mars 1990. Cela a été suivi par des élections démocratiques en Afrique du Sud quatre ans plus tard, le 27 avril 1994.

CHRONOLOGIE CUITO CUANAVALÉ

23 mars 1988	Fin de la bataille de Cuito Cuanavale
22 décembre 1988	Signature de l'accord de New York entre l'Angola, Cuba et l'Afrique du Sud sur la mise en œuvre de la résolution 435/78 du Conseil de sécurité des Nations Unies (RCSNU) visant à ramener la Namibie sous mandat de l'ONU
1 ^{er} avril 1989	Début de la mise en œuvre de la résolution 435/78 du Conseil de sécurité des Nations Unies conduisant au retrait de l'administration sud-africaine et à l'indépendance de la Namibie
11 février 1990	Libération de Nelson Mandela de prison en Afrique du Sud
21 mars 1990	Indépendance de la Namibie
27 avril 1994	Des élections démocratiques en Afrique du Sud pour mettre fin au système de l'apartheid

SADC



23 mars, Journée de libération de l'Afrique australe

La petite ville de Cuito Cuanavale dans la province de Cuando Cubango, dans le sud de l'Angola, a été l'épicentre de l'une des batailles conventionnelles les plus féroces de l'Afrique.

De novembre 1987 à mars 1988, des milliers de combattants des Forces armées populaires de libération de l'Angola (FAPLA), soutenus par l'Armée populaire de libération de la Namibie (PLAN) et les Forces révolutionnaires cubaines, ont combattu pour défendre le pays et ont vaincu les forces armées du régime de l'apartheid en Afrique du Sud.

Cette bataille à Cuito Cuanavale est largement écrite dans l'histoire de l'Afrique australe comme la « guerre pour mettre fin à toutes les guerres », après laquelle l'Afrique du Sud a commencé à se retirer de l'apartheid et de la région, et deux ans plus tard a libéré Nelson Mandela et d'autres de prison.

Le 23 mars est donc la date retenue par les 16 États membres de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) pour commémorer la Journée de libération de l'Afrique australe. La première célébration a eu lieu le 23 mars 2019 à Cuito Cuanavale, où une musée a été créé et où subsiste du matériel militaire.

La victoire à Cuito Cuanavale a changé le visage de l'Afrique australe et a été la dernière grande bataille de libération, bientôt suivie par des négociations fructueuses pour l'indépendance de la Namibie (1990) et la fin de l'administration de l'apartheid en Afrique du Sud (1994), permettant à la région de progresser vers le développement et l'intégration régionale.

Cette date marque la dernière bataille dans le sud de l'Angola, à Cuito Cuanavale, il y a à peine 35 ans.

En plus de la Journée de libération de l'Afrique australe, le 38e Sommet de la SADC, organisé par la Namibie en 2018, a approuvé la mise en place d'un groupe de travail régional d'experts en programmes scolaires pour déterminer les exigences relatives à l'enseignement de l'histoire de la libération de l'Afrique australe et son inclusion dans le programme scolaire des États membres de la SADC.

Les dirigeants de la SADC ont également mis en place un mécanisme pour honorer les fondateurs de cette CER.



Southern African Development Community



21 mars 1990

« L'obtention de l'indépendance de la Namibie n'a pas été sans coût. Nous l'avons chèrement payé en sueur, en larmes, en sang et en vies ».
Président fondateur Sam Nujoma

« Nous n'avons d'autre choix que de prendre les armes et de réaliser notre propre libération. Nous sommes nos propres libérateurs ».

Peter Nanyemba a prononcé cette déclaration au nom de la SWAPO en juin 1966 à Dar es Salaam (Tanzanie), où il était le représentant en chef pour l'Afrique de l'Est, annonçant le début de la guerre d'indépendance. Cette déclaration avait marqué un changement stratégique par rapport au recours aux politiques de protestation et de pétition comme forme principale de lutte anticoloniale, même si celles-ci se sont poursuivies en tandem. Le 26 août 1966 (aujourd'hui Journée des Héros), cela était devenu une réalité sur le terrain lorsque les premiers coups de feu ont été tirés sur Omugulugwombashe dans la région d'Omusati au nord de la Namibie, illuminant la route que les namibiens devaient parcourir, aboutissant à l'indépendance 24 ans plus tard, le 21 mars. 1990.

Entre ces dates, de nombreuses autres activités ont été entreprises pour soutenir cet objectif, au niveau national par le biais des syndicats et des églises, et par la solidarité internationale jusqu'à ce que le cas de la Namibie devienne un problème mondial par l'Afrique à travers les Nations Unies, ses alliés et ses groupes de soutien.

Samuel Shafiqhuna Nujoma a été membre fondateur et premier président de l'Organisation populaire du Sud-Ouest africain (SWAPO). Il a quitté le pays en 1960 à l'âge de 30 ans, voyageant par la route, le train et l'avion vers le Botswana, la Zambie, la Tanzanie et ailleurs, sans savoir qu'il lui faudrait encore 30 ans avant son retour officiel en 1989 et son indépendance en 1990. Il a joué un rôle de premier plan à la tête du mouvement de libération nationale. La SWAPO a créé l'Armée populaire de libération de la Namibie (PLAN) en 1962 et a lancé la guerre de libération en 1966 après que les Nations Unies ont retiré le mandat de l'Afrique du Sud pour gouverner le pays, qui a duré jusqu'en 1989 et jusqu'aux élections. Il a été président fondateur à partir de 1990 et a été élu pour deux autres mandats en 1995 et 2000 avant de démissionner. Il a été suivi par le président Hifikepunye Pohamba qui a servi les deux mandats suivants de 2005 à 2015.

Le rôle et la contribution de l'Église et des syndicats

Les églises et les syndicats ont joué le rôle de système d'appui pendant la lutte de libération. Alors que les syndicats ont été fondés par les travailleurs pour s'organiser afin de lutter contre l'exploitation, l'Église s'est concentrée sur l'éducation. Peu de livres étaient disponibles, le message de la Bible influençait donc les valeurs du peuple. L'Église éduquait tous les groupes d'âge et offrait des bourses en l'absence d'enseignement supérieur, a fourni l'espace sûr nécessaire aux pourparlers du NLM et a diffusé des informations sur la libération. Les Églises et les individus ont fait campagne pour la liberté nationale, aux niveaux national et international ; ils ont fait pression pour la sécurité humanitaire et ont lancé des pétitions, tandis que les syndicats ont mobilisé les partis et les réunions politiques, motivé les gens à rejoindre les mouvements de libération et sont finalement devenus la plate-forme de critique contre le régime de l'apartheid.

Évêque Dr Shekutaamba W Nambala

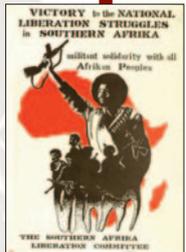
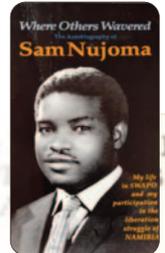
Solidarité internationale

Alors que la Russie, la Chine, la Yougoslavie et d'autres se joignaient à l'Algérie, à l'Égypte, à l'Éthiopie et à d'autres pays africains pour fournir des équipements et une formation au mouvement de libération ainsi qu'un refuge et une éducation ; une campagne de solidarité internationale réussie a été menée à partir des bureaux de la SWAPO aux États-Unis et Europe, notamment la Grande-Bretagne, la Suède, la Norvège, la Finlande, l'Allemagne de l'Est et de l'Ouest, les Pays-Bas et le Danemark, et en collaboration avec les structures établies du mouvement anti-apartheid. Ils ont fait pression sur leurs gouvernements, ont informé les médias et ont produit des informations pour mobiliser l'opinion publique.

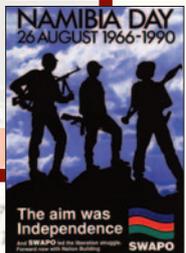


Les commandants de la PLAN défile devant leur commandant en chef, Dr Sam Nujoma. A sa gauche, le feu Peter Nanyemba, puis le secrétaire de défense de la SWAPO.

Swapo Party



Richard Knight



Ndemufayo/Ndemufaio est honoré comme un héros en Namibie et en Angola*

*avec une orthographe différente



Mandume ya Ndemufayo

En tant que roi Okavanyama, Mandume ya Ndemufayo a combattu deux puissances coloniales entre 1911 et 1917 : l'assaut portugais en Angola et le régime anglo-sud-africain en Namibie. Le royaume de Kwanyama avait été divisé lors de la conférence de Berlin de 1884 en Europe, entre l'Afrique occidentale portugaise et le Sud-Ouest africain allemand. Né une décennie plus tard en 1894 et installé comme roi de Kwanyama en 1911 à l'âge de 17 ans, Ndemufayo a grandi à une époque de bouleversements. Sa vie a été courte mais il l'a donnée dans la lutte pour la liberté. Il mourut le 6 février 1917 au combat contre les forces sud-africaines qui occupaient une partie de son royaume.

Il avait expulsé les commerçants portugais du territoire de Kwanyama, autorisé les femmes à posséder du bétail et décrété de sévères sanctions pour le crime de viol. Aucun colonisateur européen n'a défié les royaumes Ovambo bien armés jusqu'en 1915, lorsque le début de la Première Guerre mondiale en Europe a coïncidé avec une sécheresse locale massive. Il a de nouveau déplacé sa capitale vers le sud après de lourdes pertes en repoussant une attaque portugaise, mais a ensuite affronté les forces sud-africaines au combat après avoir refusé de se soumettre à leur contrôle. Son leadership, son courage et sa mort tragique restent gravés dans l'histoire orale et écrite de la Namibie. Il était l'un des neuf héros nationaux identifiés pour l'inauguration du Heroes Acre en 2002.



Monument au chef Kutako dans les jardins du Parlement, Windhoek

Les cicatrices du génocide

Le chef Herero, Hosea Komombumbi Kutako a participé aux guerres anticoloniales de 1904 en tant que l'un des principaux commandants. Il a également joué un rôle historique et significatif en déposant une pétition auprès des Nations Unies auprès du révérend Michael Scott en 1946, exigeant le placement du Sud-Ouest africain sous la tutelle des Nations Unies. ... « À son esprit révolutionnaire et à sa mémoire visionnaire, nous offrons humblement notre honneur et notre respect. » Président Sam Nujoma, inaugurant Heroes Acre, 2002

Les cicatrices du génocide

La Convention des Nations Unies sur le génocide définit le génocide comme

« les actes commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux ».

Cela s'est produit en Namibie en 1904-1908, lorsque les dirigeants de la résistance à l'occupation allemande se sont rebellés et ont combattu pour défendre leur territoire, sous Samuel Maherero et Kaptein Hendrik Witbooi, surnommé le « capitaine qui disparaît dans l'herbe » en raison de ses tactiques de guérilla. La station militaire allemande de Waterberg était occupée par l'infanterie à cheval Herero et les forces de guérilla, mais les forces coloniales ont riposté en utilisant de l'artillerie à chargement par la culasse et des mitrailleuses Maxim alimentées par ceinture lors de la bataille de Waterberg. Le général Von Trotha a émis un ordre d'extermination visant à abattre tous les Herero, qu'ils soient armés ou non, y compris les hommes, les femmes et les enfants.

La population survivante, affaiblie par une épidémie de peste bovine qui a décimé le bétail et donc l'économie locale et la sécurité alimentaire, a été contrainte de fuir le désert d'Omaheke et tous ceux qui tentaient de retourner sur leurs terres étaient tués ou envoyés dans des camps de concentration. La majeure partie de la population Herero était morte (75 à 80%) et la moitié de la population Nama. Witbooi a été tué au combat et Maherero a emmené une partie de la population restante en exil. Peu de temps après, des diamants ont été découverts sur le territoire.

Un rapport de l'ONU de 1985 a identifié cela comme une tentative d'extermination, et donc de génocide. Les crânes et autres restes apportés en Allemagne comme trophées et à des fins d'expérimentation ont commencé à être restitués à la Namibie en 2011 après un intense lobbying, et plus récemment en 2018, lorsqu'une délégation namibienne a officiellement reçu les restes lors d'une cérémonie religieuse en Allemagne, dont 19 crânes, un cuir chevelu et des os. Des têtes et des trophées humains ont également été transférés de Tanzanie, d'Afrique du Sud et du Zimbabwe vers l'Allemagne et la Grande-Bretagne, et les discussions sur leur rapatriement sont toujours en cours.



Deux jeunes tiennent des bougies à côté de deux crânes exposés pendant une cérémonie de remise et reprise en Allemagne en 2018



IRICO

L'**Institut des Nations Unies pour la Namibie**, connu sous le nom d'UNIN, a été créé à Lusaka, en Zambie, en 1975 pour former de jeunes Namibiens capables d'occuper des postes administratifs à l'indépendance, et élaborer un cadre politique pour une Namibie indépendante. Le directeur fondateur de l'UNIN était le Dr. Hage G. Geingob (1975-1989). Dr. Geingob était membre du Comité central et du Politburo de la SWAPO, choisi pour diriger la campagne de la SWAPO pour les élections pré-indépendance, en tant que directeur des élections. Il est donc rentré chez lui en juin 1989 après 27 ans d'exil. Après sa victoire électorale, il a été élu président de l'Assemblée constituante chargée de formuler la

nouvelle Constitution de la Namibie, qui a été adoptée le 9 février 1990 et qui a conduit à l'indépendance le 21 mars 1990. En tant que premier ministre de la République de Namibie, il a introduit une approche moderne de gestion du gouvernement. Dr. Geingob a été élu président de la SWAPO en 2014 et, après avoir remporté les élections nationales, il a prêté serment en tant que président de la Namibie le 21 mars 2015.

Le chef de programme de la formation des enseignants et directeur adjoint de l'UNIN était le jeune et instruit Dr Mosé Penaani Tjitendero, qui a rejoint la lutte en exil en Tanzanie en 1964 et est devenu bien plus tard le premier président de l'Assemblée nationale de la Namibie indépendante (1990-2005), réformant le système parlementaire en un forum transparent et efficace de législation et de débat. Il a fourni une inspiration au-delà des frontières en tant qu'activiste visionnaire pour la création du Forum parlementaire de la SADC, accueilli par la Namibie.

Ils ont été soutenus avec compétence par un juriste tanzanien expérimenté, Mark Bomani, qui a été le premier procureur général de Tanzanie (1965-1976) et a été détaché pour servir de conseiller juridique principal à l'UNIN (1976-1990), travaillant à l'élaboration d'un système juridique pour le pays, indépendant de l'Afrique du Sud.



RWNS



Namp

Netumbo Nandi-Ndaitwah a rejoint la SWAPO en 1966 et lorsqu'elle a quitté la Namibie pour l'exil en 1974, elle était présidente régionale de la Ligue de la jeunesse. Elle a représenté le parti à partir de 1976 à des postes clés de la guerre de libération : en Zambie pendant quatre ans, d'abord comme adjointe puis représentante en chef, et en Tanzanie comme représentante en chef pour l'Afrique de l'Est et le Comité de libération de l'OUA (1980-1986). Elle a été membre du Parlement et du Cabinet depuis l'indépendance, a occupé divers postes ministériels, ainsi que ministre des Relations internationales et vice-Premier ministre. Elle est la première femme à être élue vice-présidente de la SWAPO, lors du congrès du parti en 2017, et réélue en 2022.

Résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies (RCSNU 435)

Theo-Ben Gurirab, combattant de la liberté, diplomate, homme politique, enseignant, camarade, père, grand-père et l'un des pères fondateurs de la République de Namibie. Il ne s'est jamais considéré comme un héros, mais comme un patriote qui a fait de son mieux pour son pays et son continent. Pourtant, il était un colosse de liberté, à cheval sur le monde, ce petit garçon qui courait autour des collines d'Usakos, dans la campagne namibienne, et qui y a commencé l'école avant de devenir président de l'Assemblée générale des Nations Unies, qui représente le monde.

Durant la période où il était le plus haut diplomate de la SWAPO aux Nations Unies, de 1972 à 1986, le statut politique et diplomatique de la SWAPO est passé de celui d'un pétitionnaire en marge de la diplomatie à celui d'un négociateur traditionnel sur la scène internationale. Les longues négociations qui ont abouti à la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité des Nations Unies, contenant un plan internationalement accepté pour apporter l'indépendance à la Namibie, ont représenté l'une des nombreuses réalisations de sa carrière politique et diplomatique.

Élu en 1989 à l'Assemblée constituante, il est devenu membre de la première Assemblée nationale en 1990. En tant que premier ministre des Affaires étrangères (1990-2002) et deuxième Premier ministre (2002-2005) de la Namibie indépendante, et deuxième président du Parlement national (2005-2015), il s'est engagé à « sauvegarder la République de Namibie, le peuple, la Constitution et notre identité nationale pour le bien des enfants de la terre et de toute la postérité ».

Lorsque Gurirab est décédé en 2018 à l'âge de 80 ans, le secrétaire général de l'ONU, António Guterres a exprimé sa profonde gratitude pour le large éventail de contributions, affirmant qu'il pouvait être honoré en défendant les valeurs qui ont défini sa vie, l'autodétermination, les droits de l'homme, la liberté et la justice.



newswire.net



Passeport tanzanien délivré à Sam Nujoma pendant la guerre de libération

« Toivo ya Toivo était plus qu'un héros namibien »

par Simon Allison, courrier et tuteur 15 juin 2017

l'Afrique du Sud et ont tous, à des degrés divers, souffert de leur proximité avec le régime de l'apartheid. Mais rien de plus que la Namibie.

Depuis la fin de la première guerre mondiale, la Namibie (alors appelée Sud-Ouest africain) était en fait gouvernée depuis Pretoria, qui cherchait à y recréer les mêmes politiques racistes mises en œuvre dans son pays - et écrasait toute résistance avec la même brutalité envers l'opposition en Afrique du sud.

C'est ainsi qu'Andimba Herman Toivo ya Toivo s'est retrouvé à Robben Island. Il était, avec Sam Nujoma, membre co-fondateur de l'Organisation populaire du Sud-Ouest africain (Swapo) et un fervent et intransigeant défenseur de l'indépendance.

« Nous sommes des Namibiens et non des Sud-Africains », a-t-il déclaré à la Cour suprême lors de son procès à Pretoria en 1967-1968, son activité politique lui valant une inculpation en vertu de la loi sur le terrorisme. « Nous ne reconnaissons pas maintenant et ne reconnaitrons pas à l'avenir votre droit de nous gouverner, de faire pour nous des lois sur lesquelles nous n'avons pas notre mot à dire, de traiter notre pays comme s'il était votre propriété et nous comme si vous étiez nos maîtres ».

Le côté indépendant de Ya Toivo s'est manifesté en prison, où il a refusé avec véhémence de coopérer avec les gardiens de prison, même si cela signifiait moins de privilèges.

« Andimba ne s'en souciait pas. Il ne se souciait pas d'être promu et il ne coopérait pas du tout avec les autorités dans presque tout », se souvient Nelson Mandela, qui a passé une décennie avec lui dans la même section de la prison de Robben Island.

Ya Toivo a refusé de se plaindre des mauvaises conditions de travail et des abus, refusant de reconnaître d'une manière ou d'une autre l'autorité d'un gouvernement illégitime.

Lorsque sa peine fut commuée, en 1984, il refusa de quitter sa cellule alors que d'autres namibiens étaient toujours derrière les barreaux. Les gardiens de prison l'ont finalement fait sortir de la cellule et ont verrouillé la porte pour s'assurer qu'il ne puisse pas revenir.

Ya Toivo a vécu assez longtemps pour voir son rêve d'indépendance se réaliser et a occupé plusieurs postes ministériels avant de se retirer de la politique en 2006. Sa mort, la semaine dernière à l'âge de 92 ans, a été sujet des pleurs dans toute la Namibie.

L'Afrique du Sud devrait elle aussi se souvenir d'un héros de libération dont la lutte était si intimement liée à la nôtre.



Centre d'archives et de recherche du parti Swapo

Président fondateur Samuel Shafiqhuna Nujoma et Andimba Toivo ya Toivo à son retour en Namibie

Sam Nujoma, premier président de la Namibie

« Les États africains doivent coopérer et coordonner tous les efforts pour consolider l'indépendance et renforcer l'unité et pour que les vastes ressources de l'Afrique soient utilisées par les africains pour garantir le progrès et l'autodétermination économique du continent ».



30 septembre 1966



Chef Seretse Khama, président fondateur du Botswana

« J'ai toujours cru que le Bechuanaland, aussi petit pays soit-il, avait un rôle à jouer en Afrique australe et dans le conflit inutile entre les noirs et les blancs. Les propositions que j'ai avancées visent à établir une société non raciale dans laquelle chaque individu aura un droit égal d'expression et d'opportunité, quelle que soit sa race ou sa couleur ».

Les pays en première ligne face à l'Afrique du Sud de l'apartheid étaient vulnérables à ses pressions, tant économiques que militaires. Le Botswana a importé la plupart de sa nourriture et d'autres fournitures de l'Afrique du Sud, et les familles sont partagées au-delà des frontières avec l'Afrique du Sud, la Namibie et le Zimbabwe. Malgré sa vulnérabilité, le président Seretse Khama, était un fervent partisan de la libération de l'Afrique australe, et les participants ainsi que les réfugiés et les exilés y sont passés, et certains mouvements de libération avaient des bureaux et des camps discrets au Botswana.

Lors des réunions des États de première ligne, le Président Mwalimu Nyerere, a toujours qualifié respectueusement son collègue de « chef », et il l'a toujours crédité comme l'initiateur des États de première ligne. Khama a envisagé la possibilité de demander à la Chine de construire un chemin de fer reliant Francistown à Kapiri Mposhi en Zambie pour se connecter au chemin de fer de la liberté, le TAZARA, mais il a été persuadé par les autorités que l'Afrique du Sud pourrait considérer cela comme un acte hostile !

Le plus grand défi a été la génération Soweto lorsque les étudiants ont afflué de l'Afrique du Sud en 1976 et 1977 et, étant principalement des enfants des villes des qui prospéraient grâce à l'action, ils ont inondé les rues et la vie nocturne de Gaborone, jusqu'à ce que cela soit finalement maîtrisé par l'ANC, qui les a transférés en Tanzanie, au Nigeria et dans d'autres pays pour y suivre des études ou une formation. Le Botswana était vulnérable aux attaques et, alors que l'apartheid commençait à se sentir menacé en Afrique du Sud, ils ont attaqué et détruit les refuges de l'ANC au Botswana, tuant les habitants.

À Thami Mnyele
...tu mérites un poème de la volonté de l'homme
la nation des hymnes d'acier
ou des photos de la guerre des victoires
je te dois l'immortalité
le souffle des héros
que Gaborone soit le badge
la menthe de la postérité...
— Zinjiva Nkondo —

ANC, *Rixaka* 2, 1986

Deux royaumes en lutte

Le roi Sobhuza II du royaume d'Eswatini (Swaziland) et le roi Moshoeshoe II du royaume du Lesotho ont permis que leurs pays soient utilisés comme transit et refuge, notamment pour l'ANC de l'Afrique du Sud. Les deux rois étaient anti-apartheid et partisans actifs de la libération, mais l'ont nié publiquement en raison de la vulnérabilité de leur pays face à l'Afrique du Sud. Les exilés de la région ont rejoint l'Université du Lesotho et ont créé l'Institut d'études sur l'Afrique australe.



Swaziland 6 septembre 1968

Le roi Sobhuza II, chef suprême et roi du Swaziland pour 82 ans était récompensé par l'Afrique du Sud postapartheid pour sa « contribution exceptionnelle » à la lutte contre l'apartheid en soutenant le mouvement de libération. Il a invité l'ANC sud-africain à utiliser Manzini comme base d'opérations dans les années 1980.



Lesotho 4 octobre 1966

Le roi Moshoeshoe II était le chef suprême et le roi du Lesotho. Il a énormément contribué à la lutte contre l'apartheid en soutenant le mouvement de libération et en attirant ainsi une pression économique et militaire sur son pays. En raison des restrictions commerciales et d'autres pressions, il a lancé une campagne contre les sanctions imposées par l'Afrique du Sud à ses voisins.



Journée de la Liberté 27 avril 1994

Oliver Tambo et Nelson Mandela ont créé un cabinet d'avocats appelé Mandela et Tambo, le premier cabinet d'avocats noirs en Afrique du Sud, créé en 1952 et opérant depuis la Chancellor House, le bâtiment qui abritait le siège de l'ANC, aujourd'hui un musée et office des archives.

L'histoire de la lutte sud-africaine contre l'apartheid, soutenue par ses voisins et par toute l'Afrique, et éventuellement la majeure partie du monde, remplit de nombreux livres et sites Internet. Ce sont quelques faits saillants.



Apartheid est un mot afrikaans signifiant « isolement » et a été introduit en Afrique du Sud en 1948 après que le Parti national a remporté des élections parlementaires au cours desquelles seuls les Blancs étaient autorisés à voter ou à se présenter aux élections. Les lois de l'apartheid obligeaient différents groupes raciaux à vivre séparément et de manière inégale, rendant illégale toute intégration sociale entre groupes raciaux, y compris le mariage. Pendant l'apartheid, entretenir une amitié avec quelqu'un d'une race différente a suscité des soupçons ou des arrestations, et la plupart de la population a subi l'oppression, les restrictions et la discrimination ainsi que la perte de terres et de propriétés, de droits humains, de familles et de vies. L'apartheid a peut-être semblé similaire à la politique de ségrégation appliquée par le système colonial qui existait avant l'arrivée au pouvoir du parti nationaliste afrikaaner en 1948. Cependant, le système de l'apartheid a formalisé la ségrégation dans le cadre de la loi, séparait les gens de manière cruelle et forcée et avait un appareil d'État redoutable pour punir ceux qui n'étaient pas d'accord.

L'Afrique du Sud a été attribuée à une puissance coloniale en Europe en 1885 et est restée sous contrôle britannique, même si de nombreux colons européens étaient des agriculteurs néerlandais, qui se considéraient comme des africains et étaient connus sous le nom d'afrikaners ou de boers. La population blanche était donc divisée, les anglophones contrôlant l'économie et se sentant généralement supérieurs aux agriculteurs boers, tandis que tous deux se méfiaient des « africains, métis et asiatiques ».

La Ligue de la jeunesse du Congrès national africain (ANCYL) a été créée en 1944, quatre ans avant l'arrivée au pouvoir du Parti national, par Anton Lambede, premier président, Ashley Mda, Walter Sisulu, Oliver Tambo et Nelson Mandela.

La Ligue de la jeunesse a été créée en tant que structure de l'ANC, le plus ancien mouvement de libération formel, créé le 8 janvier 1912, dirigé par John Dube et plus tard par le chef Albert Luthuli, Oliver Tambo qui fut le président le plus ancien (1967-1991) et Nelson Mandela. L'ANC a été fondée à l'église Wesleyenne Waaihoek à Bloemfontein, par Dube, Josiah Gumede, Pixley ka Isaka Seme et Sol Plaatje, et s'appelait alors le Congrès national autochtone sud-africain (SANNC).

Les femmes ont dû lutter pour leur place dans le mouvement de libération et pendant longtemps, elles n'ont pas été membres à part entière, mais ont rejoint la Ligue des femmes bantoues sous la direction de Charlotte Maxeke. Les femmes ont été acceptées comme membres de l'ANC lors de la conférence de 1943 et la Ligue des femmes de l'ANC a été créée peu après.



Nelson and Winnie Mandela



Walter Sisulu



Oliver Reginald (OR) Tambo

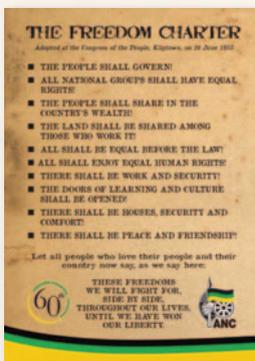


Chief Albert Luthuli



Charlotte Mannyha Maxeke





Principaux titres de la Charte

#ancylw82

Mémorial de la Charte à Kliptown, Soweto

Après la campagne de Défiance de 1952, dans laquelle les femmes et les jeunes ont joué un rôle actif dans l'organisation, le travail a commencé pour élaborer la Charte de la liberté en réponse à un gouvernement de plus en plus répressif. L'ANC a envoyé 50 000 volontaires dans les townships et dans les campagnes pour recueillir les « revendications de liberté » de la population sud-africaine. La Ligue des femmes et la Ligue de la jeunesse ont toutes deux joué un rôle actif en recueillant les opinions des membres et des sympathisants. Les résultats ont été synthétisés dans le document présenté ci-dessus et adoptés le 26 juin 1955 par une réunion de 3 000 personnes au Congrès du peuple à Kliptown (Soweto).

La Charte de la liberté était une déclaration des principes fondamentaux de l' Alliance du Congrès sud-africain, composée du Congrès national africain (ANC) et de ses alliés : le Congrès indien sud-africain, le Congrès sud-africain des démocrates et le Congrès des peuples de couleur. Il se caractérise par sa demande d'ouverture, « Le peuple gouvernera ! » Le document constituait une rupture majeure avec les traditions passées de la lutte. Il ne s'agit plus d'un mouvement des droits civiques cherchant à s'intégrer dans les structures existantes de la société, mais d'un appel à une reconstruction fondamentale vers une Afrique du Sud non raciale.

La Charte de la Liberté, document radical et subversif en son temps, a circulé dans la clandestinité et a inspiré une génération de jeunes militants, à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Lorsque l'ANC est arrivé au pouvoir après les élections démocratiques de 1994, la nouvelle Constitution de l'Afrique du Sud incluait bon nombre des droits exprimés dans la Charte de la liberté.

Le 9 août (aujourd'hui Journée nationale de la femme) est la date, en 1956, à laquelle plus de 20 000 femmes sud-africaines de toutes races ont défilé sur l'Union Building à Pretoria pour protester contre les dures lois raciales du régime de l'apartheid qui visaient à renforcer le contrôle sur la circulation des femmes noires dans les zones urbaines en leur exigeant de porter un laissez-passer. La marche était organisée par la Fédération des femmes sud-africaines et la Ligue des femmes de l'ANC. Les femmes venaient de tout le pays en train plutôt qu'en bus, pour éviter les barrages de police. Ils sont restés longtemps dans un silence complet, avant de commencer à chanter, et après avoir présenté leur pétition avec 100 000 signatures, ils se sont dispersés.

Oliver Reginald (OR) Tambo, l'un des fondateurs de la Ligue de la jeunesse de l'ANC, est devenu secrétaire général par intérim de l'ANC en 1954 après l'interdiction de Walter Sisulu, et à partir de 1958, il a été vice-président de l'ANC. Il fut chargé de quitter le pays en 1960 et de se rendre en Europe pour mobiliser le soutien international lorsque l'ANC, le PAC et le SACP furent interdits après Sharpeville. Il a été nommé président de l'ANC en 1967 après le décès du chef Luthuli.

La police a ouvert le feu sur une marche pacifique anti-pass organisée par le Congrès panafricainiste, entraînant le massacre de Sharpeville. Le fondateur et président du PAC, Robert Sobukwe, a été condamné à la prison, puis à des restrictions et à une assignation à résidence.

Meurtre au poste de police de Sharpeville le 21 mars 1960. Décès 69. Blessures 180. Hommes, femmes et enfants.



Godfrey Rubens (peintre et photographe)

Umkhonto we Sizwe Lance de la nation



Umkhonto weSizwe (MK) a été lancé comme branche armée de l'ANC le 16 décembre 1961, après que les dirigeants ont décidé de changer de tactique, alors que les campagnes de résistance passive et de « non-violence » se sont heurtées à la violence, et l'ANC, le PAC et le Parti communiste sud-africain (SACP) a été interdit. Les femmes sont restées dans la clandestinité à Soweto et ailleurs et ont continué à s'organiser sous de lourdes restrictions sécuritaires. Au début, MK était principalement composé d'hommes, mais plus tard, lorsque l'entraînement militaire a eu lieu dans la région, des femmes ont été impliquées.

Le Mouvement panafricain pour la liberté pour l'Afrique orientale, centrale et australe (PAFMECSA) a invité l'ANC à assister à sa conférence à Addis-Abeba en février 1962, ce qui a fourni l'occasion d'organiser un soutien politique et économique et une formation militaire pour les MK en Éthiopie et ailleurs, et rencontrer d'autres mouvements de libération. Nelson Mandela a été chargé de quitter le pays et de s'y rendre bien qu'il n'ait ni passeport ni document de voyage, et de rencontrer la mission extérieure de l'ANC dirigée par Oliver Tambo.

Mandela a tenu un journal manuscrit pendant la mission de 1962, aujourd'hui conservé aux Archives nationales de l'Afrique du Sud et publié en ligne par SA History Online. Le voyage commence avec sa première entrée le 3 janvier 1962 et la dernière en Éthiopie le 13 juillet 1962 peu avant son retour en Afrique du Sud. Il offre une réflexion sur une époque d'États africains nouvellement indépendants et d'États encore engagés dans une lutte armée pour l'indépendance. L'alignement des forces contre le colonialisme et l'apartheid en Afrique du Sud apparaît comme l'un des thèmes principaux des écrits de Mandela sur cette période.

Sur le plan personnel, c'était le premier voyage de Mandela hors des frontières de son propre pays. Le 11 janvier 1962, il entra dans le Bechuanaland (Botswana) sous contrôle britannique et de là, il s'envola vers le Tanganyika puis vers Addis-Abeba pour le PAFMECSA, auquel il s'adressa avec Tambo.

Mandela a écrit dans son journal une quantité considérable de détails traitant de questions militaires, ce qui constitue un témoignage poignant pertinent pour la mémoire et les archives de cette époque. L'Éthiopie a été le premier point de contact. Les notes de Mandela reflètent qui il a rencontré, où et comment un soutien militaire tangible serait fourni.

Le rapprochement avec le Front de libération nationale (FLN) algérien au Maroc a constitué une expérience clé. C'est sur la base de formation de Zegangan, dans l'ancien Maroc espagnol, que Mandela a tiré pour la première fois avec des armes militaires. Le FLN a transmis beaucoup de connaissances tirées de son expérience vécue, notamment sur le fait que le but de la lutte armée ne devrait pas être de renverser le gouvernement de l'apartheid par la force. Il faudrait plutôt utiliser cette tactique pour libérer des forces politiques plus larges, forçant ainsi le gouvernement à la table des négociations.

Depuis le Maroc, Mandela s'est rendu au Mali, au Sénégal, en Sierra Leone, au Libéria et au Ghana, où il a collecté des fonds et du soutien. Il visita Tambo à Londres et retourna à Addis-Abeba le 26 juin 1962 pour six mois de formation militaire. Cela fut interrompu en juillet 1962 lorsque l'ANC demanda son retour urgent en Afrique du Sud. Après avoir relaté sa formation, son habileté aux armes et les principes stratégiques et tactiques qu'il a acquis sur les champs de tir réels et dans les salles de classe de l'armée éthiopienne, son journal se termine. www.sahistory.org.za

Mandela dit dans son livre *Un long chemin vers la liberté* qu'il s'est inspiré de la révolution algérienne (1954-1962), en tant que modèle le plus proche de celle de l'Afrique du Sud à l'époque, alors que le FLN faisait face à « une importante communauté de colons blancs qui dirigeait la majorité indigène. » En plus des conseils militaires, on lui a dit : « Ne négligez pas l'aspect politique de la guerre lors de l'organisation des forces armées, surtout lorsque l'opinion internationale vaut parfois plus qu'une flotte d'avions de combat. » L'Algérie, l'Égypte, l'Éthiopie et d'autres pays africains ont fourni des armes et une formation, des passeports et d'autres outils à MK..



Walter Sisulu et Duma Nokwe avaient également quitté le pays sans documents de voyage en 1953 pour visiter le bloc de l'Est, l'Union soviétique et la République populaire de Chine quatre ans seulement après sa propre libération en 1949.

« J'ai alors vraiment réalisé que j'étais dans un pays dirigé par des africains.
Pour la première fois de ma vie, j'étais un homme libre... »
Mandela à son arrivée au Tanganyika début 1962



... I am prepared to die



Walter Sisulu fut secrétaire général de l'ANC de 1949 à 1954 et fut remplacé par Tambo, Nokwe et Alfred Nzo. Il a été arrêté à Liliesleaf, a passé 26 ans à Robben Island et a été élu vice-président de l'ANC de 1991 à 1994. Son épouse Albertina a été harcelée et arrêtée pour avoir organisé l'opposition à l'apartheid, et sa maison était un sanctuaire de liberté.



était un sanctuaire de liberté.



Liliesleaf / Prist

J'ai chéri l'idéal d'une société démocratique et libre dans laquelle tous les peuples vivraient ensemble en harmonie et avec des chances égales. C'est un idéal pour lequel j'espère vivre et voir se réaliser. Mais, Monseigneur, s'il le faut, c'est un idéal pour lequel je suis prêt à mourir. Mandela au procès de Rivonia, 1964

Liliesleaf Farm, considérée comme le lieu de naissance de MK, a été un lieu de rencontre et un lieu sûr pour l'ANC et le SACP de 1961 jusqu'à ce qu'elle soit attaquée au milieu de 1963 par des policiers lourdement armés qui ont arrêté les dirigeants. Beaucoup avaient été acquittés des accusations de trahison, mais ont été de nouveau inculpés de sabotage lors du procès de Rivonia. Huit ont été condamnés un an plus tard : Mandela, Sisulu, Ahmed Kathrada, Raymond Mhlaba, Denis Goldberg, Govan Mbeki, Andrew Mlangeni et Elias Motsoaledi. Ils furent envoyés à Robben Island, à l'exception de Goldberg, qui fut incarcéré à la prison centrale de Pretoria, illustrant ainsi que l'apartheid s'appliquait également au système pénitentiaire. Tous ont purgé quelque 25 ans de prison jusqu'à ce que le dernier, Mandela, soit libéré après 27 ans, 6 mois et 5 jours.



Freedom Statue, Lusaka, Zambia

La mobilisation contre l'apartheid s'est répandue dans tout le pays dans les années 1960, soutenue par les dirigeants emprisonnés et par le fait que les africains d'ailleurs avaient négocié et obtenu leur indépendance. Certains hommes étaient revenus de la guerre en Europe dans les années 1940 avec des expériences différentes, et à mesure que les sociétés minières recrutèrent des travailleurs dans les pays voisins, les expériences africaines étaient partagées. L'aliénation des terres s'est poursuivie à mesure que davantage de terres étaient prises aux communautés noires pour l'installation des agriculteurs blancs, et que le système d'éducation séparée était enraciné pour construire une société séparée. La résistance s'est développée et une autre génération de dirigeants a grandi en esprit, en corps et en esprit pour poursuivre le travail des prisonniers.



Winnie Mandela

Galle de Vlieg

Le Conseil sud-africain des églises a été fondé pendant l'une des périodes les plus sombres de l'histoire sud-africaine. Le Parti national était au pouvoir depuis 20 ans et sa politique d'apartheid restreignait sévèrement les droits, l'association et la circulation des personnes. Les Églises d'Afrique du Sud n'avaient fait que peu d'efforts pour s'unir contre les injustices de l'apartheid jusqu'à la formation du SACC. Comme l'a noté plus tard la Commission Vérité et Réconciliation : « Certaines des principales églises chrétiennes ont donné leur bénédiction au système de l'apartheid. Et nombre de ses premiers partisans se targuaient d'être chrétiens. En effet, le système de l'apartheid était considéré comme issu de la mission de l'église. Lors de la réunion inaugurale du SACC en 1968, le *Message au peuple sud-africain* déclarait que l'unité de tous les peuples était la volonté de Dieu et que « la séparation est le refus le plus complet de la vérité ».

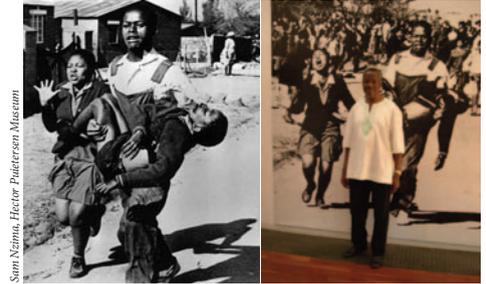
La vision du panafricanisme s'est développée au sein d'une nouvelle génération, avec l'unité en son centre, et 32 dirigeants de pays africains indépendants se sont réunis à Addis-Abeba, en Éthiopie, pour créer l'Organisation de l'unité africaine (OUA) le 25 mai 1963 et ont mis en place leur Comité de coordination pour la libération de l'Afrique, le Comité de libération de l'OUA, qui a fourni du matériel et un soutien pour les 30 prochaines années, accueilli par la Tanzanie, jusqu'à ce que les pays africains, y compris l'Afrique du Sud, reconquièrent leur liberté.

Journée de l'Afrique
25 mai 1963



The Right Rev. Trevor Huddleston was an Anglican priest who ministered in Sophiatown and Orlando 1943-1956, and mobilized with Helen Joseph, Ruth First and others against the Group Areas Act (1950) and the forced removals of people. He later founded and served on the executive of the Anti-Apartheid Movement in Britain (1959-1994) that was at the centre of the international solidarity movement supporting the people of South Africa against apartheid.

Mbuyisa Makhubu porte Hector Pieterson, 12 ans, l'un des premiers enfants abattus lors de la résistance à l'éducation bantoue de 1976, commémorée chaque année en Afrique du Sud le 16 juin comme Journée de la jeunesse. Cette image emblématique de l'étudiant mortellement blessé a été prise par feu Sam Nzima à Orlando West, Soweto. "Ils étaient tous heureux. Ils portaient des pancartes, pas des armes." Il a été désigné par son journal *The World* et est montré à droite avec sa célèbre photographie accrochée au Musée Hector Pieterson à Soweto. La sœur d'Hector, Antoinette Sithole, qui apparaît à gauche sur la photo, continue de faire visiter le musée et dit que, 40 ans plus tard, les écoliers en visite trouvent l'histoire du soulèvement « incroyable ».



Sam Nzima, Hector Pieterson Museum

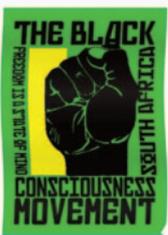
L'inspiration pour la liberté a atteint un autre niveau en 1975 lorsque le Mozambique et l'Angola ont retrouvé leur indépendance et que le chef du Front de libération du Mozambique (Frelimo), Samora Machel était une icône particulière dans les quartiers de l'Afrique du Sud, avec son salut du pouvoir noir du poing levé et son slogan actif, *A luta continua*, *La lutte continue*. Le Mozambique était accessible au mouvement de libération sud-africain, directement ou via le Swaziland, et le flux s'est accéléré vers la capitale voisine, Maputo, où se trouvent des bureaux de l'ANC, ainsi qu'en Zambie et plus tard en Angola, un peu plus éloigné pour des raisons de sécurité.

Mais à Soweto, la colère contre le système éducatif séparé de « l'éducation bantoue » se propageait déjà, et l'étincelle fut la tentative d'introduire l'afrikaans dans les écoles secondaires comme langue d'enseignement. Le 16 juin 1976, environ 10 000 étudiants ont défilé pacifiquement pour protester contre la directive. Sur leur chemin, ils ont été accueillis par des policiers lourdement armés qui ont tiré des gaz lacrymogènes et des balles en caoutchouc, puis à balles réelles sur des étudiants qui manifestaient. Ceci a entraîné une révolte généralisée. Alors que le soulèvement a commencé à Soweto, il s'est étendu à tout le pays et s'est poursuivi. www.sahistory.org

Certains étudiants sont morts, beaucoup ont été arrêtés et d'autres sont partis. En septembre, les manifestations s'étaient étendues à tout le pays et des étudiants partant en exil étaient arrivés au Botswana, en Zambie et en Tanzanie voisins. La reconstruction constante des structures internes a été démontrée par Soweto et l'activité soutenue par la suite.

Interviewés à Dar es Salaam en septembre, Michael et Busani faisaient partie des milliers d'étudiants sud-africains arrivés en Tanzanie en 1976-77, et ils ont parlé de ce qui s'était passé :

« Ce qui a déclenché les émeutes, c'est l'introduction de la langue afrikaans et le fait d'être limité aux écoles africaines. L'afrikaans a été introduit comme langue d'enseignement en 1972, mais en 1976, il a été étendu aux écoles africaines. Il a été introduit pour la première fois à l'école secondaire d'Orlando West, puis a commencé à l'introduire quotidiennement dans d'autres écoles. ... Nous avons donc décidé que nous devions protester contre l'afrikaans, non pas en tant que matière, mais en tant que langue d'enseignement. Nous avons essayé de débattre et de discuter de cette question. Nous avons tenu quelques réunions et essayé de décider comment dénoncer cette politique.



Steve Biko Fondation

LA LIBERTÉ EST UN ÉTAT D'ESPRIT

La montée du Mouvement de conscience noire « Black Consciousness Movement (BCM) » et la formation de l'Organisation des étudiants sud-africains (SASO) ont accru la conscience politique de nombreux étudiants. Le BCM était un mouvement populaire anti-apartheid qui a émergé en Afrique du Sud au milieu des années 1960, suite au vide politique créé par l'emprisonnement et l'interdiction des dirigeants de l'ANC, du PAC et du SACP après Sharpeville, appelant à un rejet catégorique de l'apartheid.

À la fin des années 1960, la majorité des dirigeants du Mouvement de libération avaient été emprisonnés, interdits ou exilés. Un nouvel ensemble d'organisations a émergé pour combler cette lacune. Unis autour de la « Conscience noire », ils contribuent à éduquer et à organiser, notamment parmi les jeunes. Steve Biko, leader du BCM, a joué un rôle central dans la mobilisation des communautés contre l'apartheid, d'abord au Cap-Oriental, dans sa communauté natale de King Williams Town, jusqu'à ce

qu'il capte l'état d'esprit de la jeunesse à travers le pays, ce qui l'a finalement conduit à Soweto et au-delà inspirant la confiance de soi, l'estime de soi et le courage à une génération qui a vu ses parents privés de leur dignité, de leurs terres, de leur éducation et de leur emploi, et maltraités comme des « garçons » et des « filles ».

Considéré comme une menace à la sécurité de l'État de l'apartheid, il a été arrêté et torturé, conduit inconscient à l'arrière d'un camion de Port Elizabeth à Pretoria et est décédé des suites de ses blessures le 12 septembre 1977 en garde à vue. Sa mort et les circonstances de sa mort ont provoqué une profonde colère et une profonde perte et ont inspiré les jeunes à poursuivre leur action. La vision de Biko était de redonner aux gens leur véritable humanité et de garantir une vie digne. sahistory.org.za ; sbf.org.za ; iol.za



Steve Biko

L'action des Nations Unies a légitimé la dynamique de mobilisation populaire contre l'apartheid et a été influencée par celle-ci. Cette action a été stimulée par des gouvernements, des organisations et des individus, ainsi que par des responsables de l'ONU tels que ES Reddy et plus tard Sean McBride, qui se sont consacrés à la liberté, œuvrant pour garantir que l'ONU aide à « construire des ponts entre les mouvements de libération et leurs partisans à travers le monde ». L'Indien ES Reddy a travaillé au siège de l'ONU à New York pendant 35 ans à partir de 1949 et, entre 1963 et 1984, il a été secrétaire principal du Comité spécial contre l'apartheid, puis directeur du Centre contre l'apartheid. OR Tambo a apprécié son « dévouement et son engagement contagieux », et le militant politique irlandais Sean McBride, qui a travaillé comme commissaire des Nations Unies pour la Namibie de 1973 à 1977 avec un dévouement et un engagement similaires, a déclaré : « Personne à l'ONU n'a fait autant pour dénoncer les injustices de l'apartheid et l'illégalité du régime sud-africain que ES Reddy... » L'AGNU a déclaré le 21 mars *Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale*, à la suite de Sharpeville. La réponse de l'ONU à Soweto fut un embargo obligatoire sur les armes contre l'Afrique du Sud en novembre 1977.

« L'opinion mondiale et l'action internationale ont été extrêmement importantes pour le moral des combattants de la liberté d'Afrique du Sud », a déclaré ES Reddy en retraçant l'histoire dans une déclaration publique en 2012.

« L'Assemblée générale des Nations Unies a décidé de créer le Comité spécial par la résolution 1761 du 6 novembre 1962. Le lendemain, Nelson Mandela, s'exprimant depuis le banc des accusés lors de son procès, a déclaré que les efforts de l'Afrique du Sud pour maintenir le peuple africain dans une subordination perpétuelle doivent et seront échouer, car l'Afrique du Sud est en décalage avec le reste du monde civilisé, comme le montre la résolution de l'Assemblée générale... »

« La résolution 1761 a été adoptée par 67 voix contre 16 et 23 abstentions. Pas un seul pays occidental n'a voté pour la résolution. years in prison.” sahistory.org.za

Le sixième Congrès panafricain

Les dirigeants africains à l'intérieur et à l'extérieur du continent se sont réunis en Tanzanie en juin 1974 pour poursuivre la série de réunions initiées en 1900 lorsqu'une conférence panafricaine a été organisée à Londres par HS Williams, un avocat de Trinidad dans les Caraïbes, pour appeler à l'unification des marchés et un nouveau paysage politique pour l'Afrique. WEB Du Bois a lancé cinq autres conférences dans divers lieux en Europe en 1919, 1921 et 1923, à New York en 1927, et la cinquième en 1945 en Grande-Bretagne, basées sur la conviction que les personnes d'ascendance africaine à travers le monde constituent un ensemble culturel et politique ayant une histoire commune.

Du Bois est beaucoup considéré comme le leader noir de la protestation le plus important aux États-Unis dans la première moitié du 20^e siècle. Né dans le Massachusetts aux États-Unis en 1868, il a déménagé au Ghana de Kwame Nkrumah après l'indépendance et y est décédé en 1963 à l'âge de 95 ans, après avoir défini son époque en disant : « Le problème du XX^e siècle est celui de la ligne de couleur ». Les quatre premières de ses conférences, appelées plus tard Congrès, traitèrent de la décolonisation de l'Afrique et des Antilles, avec la participation principalement d'élites pouvant voyager. Le 5^e Congrès panafricain tenu à Manchester a attiré une nouvelle génération de délégués de la classe ouvrière et des syndicats qui ont fait appel à une décolonisation immédiate.

Le 6^e Congrès panafricain, tenu en 1974 en Tanzanie, fut le premier à se tenir en Afrique et à réunir des États africains indépendants. Il était tourné vers l'avenir et visait trois objectifs : accroître le soutien à la lutte en Afrique australe, générer une coopération économique, et réaliser le potentiel d'indépendance politique, y compris l'unité.

« Nous pensons que l'avenir des africains réside dans la pleine utilisation de nos ressources humaines plutôt que dans une dépendance continue à l'égard des prêts et des cadeaux de l'étranger... si nous ne contrôlons pas les moyens de survie et de production dans le contexte du 20^e siècle, nous continuerons à être colonisés ».



OR Tambo s'exprimant à l'Assemblée générale des Nations Unies à New York qui a reconnu l'ANC en 1974 comme « un mouvement de libération véritablement représentatif », alimentant ainsi une campagne internationale pour libérer Mandela. Son message à la communauté internationale était clair : « Ce que nous voulons en Afrique, c'est que notre humanité soit reconnue ».

Anti-apartheid mondial

Une partie de la mission en exil de Tambo consistait à construire le mouvement mondial anti-apartheid, ce qu'il a fait grâce à des réseaux de personnes dévouées en Europe et ailleurs, inspirées par le leadership de personnes telles que Trevor Huddleston du mouvement anti-apartheid et Cannon John Collins du Fonds international de défense et d'aide (IDAF), le Comité Holland sur l'Afrique australe (*Komitee Zuidelijk Afrika*) ainsi que des dirigeants progressistes comme le Suédois Olaf Palme. L'une des premières réalisations de Tambo fut de forcer l'Afrique du Sud de l'apartheid à quitter le Commonwealth en 1961 grâce à un front uni avec d'autres organisations d'Afrique du Sud et de Namibie.



Cannon Collins

Le Tanganyika (plus tard République-Unie de Tanzanie) n'a été indépendant que quelques mois lorsque son Premier ministre de l'époque, Julius Nyerere, a autorisé l'ANC à établir des centres de transit pour les cadres MK venant de formations en Europe de l'Est, en Afrique et en Asie. Les premiers camps militaires furent créés en 1962 à Kongwa, Mbeya, Bagamoyo et Morogoro, qui devinrent les quartiers généraux de l'ANC et du MK. La Zambie a suivi la Tanzanie jusqu'à l'indépendance en 1964 et le mouvement de libération a déplacé son siège vers le sud, à Lusaka, à la fin de la décennie, tout en conservant un bureau à Dar es Salaam pour assurer la liaison avec le Comité de libération. Les deux pays étaient nouvellement indépendants et ont fait des sacrifices pour leur propre développement, convaincus qu'aucun pays d'Afrique ne pourrait être libre tant que tous ne le seraient pas. Ils ont fourni refuge et formation, abris, installations de diffusion et protection, tandis que le Comité de libération de l'OUA, créé en 1963, a fourni le transport, la location, les armes et tout autre soutien matériel fourni par les pays d'Afrique et d'ailleurs. Des groupes de solidarité en Europe et aux États-Unis, ainsi que les gouvernements des pays nordiques d'Europe du Nord, ont été actifs en fournissant une assistance technique, de la nourriture, des vêtements et des biens non militaires. Des fonds importants ont été collectés en Tanzanie en mobilisant les gens pour qu'ils fassent don d'un Tshilling chacun pour soutenir la libération des pays voisins.

Le Botswana a obtenu son indépendance en 1966 et, malgré sa position parmi des voisins coloniaux essentiellement hostiles, a permis le développement de routes de transit, bien que Chris Hani y ait été arrêté après avoir traversé les opérations conjointes ZAPU-ANC en Rhodésie du Sud (Zimbabwe) en 1967. Le Botswana était un pays de transit même avant l'indépendance, grâce à des personnes courageuses sur le terrain, notamment des ressortissants du Botswana et de l'Afrique du Sud. Oliver Tambo et Yusuf Dadoo ont emprunté cette route lorsqu'ils ont quitté l'Afrique du Sud en 1960, tout comme Mandela et d'autres plus tard. Le ferry Kazungula traversant le fleuve Zambèze vers la Zambie était connu sous le nom de « ferry de la liberté ».

L'indépendance du Mozambique et de l'Angola en 1975 a modifié l'équilibre des forces en Afrique australe, donnant au mouvement de libération un meilleur accès aux camps d'entraînement et aux voies d'infiltration, tout en supprimant la « zone tampon » qui protégeait le régime de l'apartheid contre ses voisins qui soutenaient l'ANC et contre lesquels le territoire que MK pourrait traverser dans le pays, rapprochant ainsi le front de la libération de l'Afrique de l'Afrique du Sud. L'indépendance de l'Angola en 1975 sous le MPLA a ouvert la voie à d'autres mouvements de libération pour établir des bases d'entraînement militaire, notamment l'ANC, le ZAPU et la SWAPO. Le quartier général des opérations centrales de MK a été créé en Angola en 1976 et un commandant régional a été nommé.

Après Soweto, « les jeunes sortaient par centaines pour suivre une formation militaire », a déclaré Tambo. « Nous n'avions pas les installations nécessaires, mais nous avons dû nous organiser et dispenser des formations. »

Mazimbu a été créé près de Morogoro sur un terrain fourni par le gouvernement tanzanien en 1977 pour fournir refuge, éducation et formation aux jeunes qui ont quitté l'Afrique du Sud en grand nombre après Soweto, et pour accueillir les familles exilées des cadres de l'ANC et du MK, en fournissant des écoles maternelles, primaires et secondaires, avec une ferme, une usine de meubles et un atelier de réparation automobile. Le Centre de développement de Dakawa était une autre colonie de l'ANC entre 1982 et 1992. Des groupes de solidarité externes ont apporté leur soutien, tout comme la Tanzanie, et la commissaire régionale de Morogoro, Anna Abdalla, a joué un rôle clé dans l'organisation du soutien, la résolution des conflits, la garantie de la sécurité et d'autres besoins.

Le SOLOMON MAHLANGU FREEDOM COLLEGE (SOMAFCO) a été créé à Mazimbu, du nom d'un jeune homme de 23 ans qui a quitté l'Afrique du Sud après Soweto pour rejoindre MK, et après une formation, est revenu un an plus tard dans un groupe portant des armes, des munitions, des explosifs et de l'ANC. des brochures. Il a été arrêté lors d'une fusillade avec la police à Johannesburg et, après un procès émuant de six mois qui a retenu l'attention internationale, il a été exécuté le 6 avril 1979. Il est devenu un symbole de liberté. En 1992, après le retour des exilés en Afrique du Sud, l'ANC a fermé la SOMAFCO et les colonies ont été officiellement restituées à la Tanzanie par OR Tambo. Le Collège des sciences et de l'éducation Solomon Mahlangu est aujourd'hui un collège de l'Université d'agriculture de Sokoine à Morogoro, avec près de 2 000 étudiants poursuivant des études de premier cycle et de troisième cycle.



« Dites à mon peuple que je l'aime et qu'il doit continuer la lutte. Mon sang nourrira l'arbre qui portera les fruits de la Liberté. Une luta continue. »





Une exposition au Musée national de Tanzanie rend hommage à Nyerere et à la Tanzanie dans la libération de l'Afrique. Le bleu montre les États de première ligne, le rouge les États libérés, 1979. Le Mozambique et l'Angola sont représentés comme libérés et également FL.

En avril 1980, le Zimbabwe a obtenu son indépendance sous la direction du mouvement de libération nationale et a immédiatement ouvert l'accès à l'ANC, hébergeant des bureaux et fournissant des voies d'accès vers l'Afrique du Sud. Le représentant en chef de l'ANC, Joe Nqabi, a été assassiné en 1981 dans son allée. Des bombardements contre les bureaux de l'ANC ont suivi. Le nouveau gouvernement du Zimbabwe a promis son soutien « au juste combat ».

Neuf États de la région dirigés par une majorité ont formé la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC) en avril 1980, résultat de réunions au cours des trois années précédentes. Ainsi, la dynamique régionale a changé à nouveau dans les années 1980 après que les trois premiers États de la ligne de front aient été rejoints par le Mozambique et l'Angola après 1975, et le Zimbabwe en 1980, et pour la formation de la SADCC, ils ont invité le Lesotho, le Swaziland et le Malawi. Leur déclaration fondatrice, la Déclaration de Lusaka, était intitulée « Afrique australe : vers la libération économique ».

Lors des élections pour l'indépendance du Zimbabwe, le candidat soutenu par l'Afrique du Sud de l'apartheid n'a pas obtenu de bons résultats, malgré ses espoirs d'une « constellation » d'États dans la région. Le soutien au mouvement de libération en Afrique du Sud a été défini comme une « attaque totale » et leur réponse visait à perturber le développement des pays voisins par des actions économiques, politiques et militaires dans le cadre d'une guerre non déclarée. Cela a commencé après l'indépendance du Mozambique et de l'Angola en 1975, et s'est intensifié dans les années 1980 jusqu'à la bataille de Cuito. Cuanavale, dans le sud de l'Angola, et l'indépendance de la Namibie en 1990 ont marqué la fin de la domination militaire sud-africaine.

Dans les années 1980, l'Afrique du Sud de l'apartheid a envahi et attaqué l'Angola et le Swaziland ; les capitales du Lesotho, du Botswana, du Mozambique et de la Zambie ; soutenu des groupes dissidents ; a entravé l'approvisionnement en pétrole de six pays ; et attaqué les chemins de fer, perturbant les itinéraires de transport ; et a bloqué le Lesotho, créant les conditions du coup d'État de janvier 1986. L'année 1986 a été un tourbillon à l'intérieur et à l'extérieur du pays, avec l'escalade de l'action à l'intérieur et des représailles contre les voisins, atteignant son point culminant avec la mort de Samora Machel le 10 octobre 1986 lors d'un accident d'avion à Mbuzini en Afrique du Sud, dont beaucoup pensent qu'il a été causé par une fausse balise placée, guidée et surveillée par les forces de sécurité de l'apartheid, comme le montrent de nombreuses preuves circonstancielles et de nouveaux témoignages. Mais cela n'a pas arrêté la lutte pour mettre fin à l'apartheid.



Samora Machel

La guerre en Afrique du Sud a englouti toute la région de l'Afrique australe... Sans supprimer l'apartheid, il n'y aura pas de paix dans la région... Révérend Frank Chikane, Déstabilisation de la région en Afrique du Sud



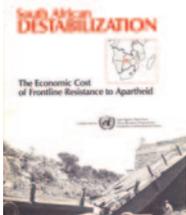
Les pactes de non-agression signés par l'Afrique du Sud au début des années 1980 n'ont été mis en œuvre par aucune des deux parties, ce qui a conduit les autorités de l'apartheid à décider, alors que l'Afrique du Sud devenait de plus en plus ingouvernable, que Samora Machel, qui était un héros dans les townships, doit être définitivement écarté. L'Afrique du Sud avait déjà tenté de l'assassiner et cela avait été annoncé à plusieurs reprises auparavant, démontrant l'erreur de calcul selon laquelle la mort d'une seule personne, y compris d'un président, pourrait arrêter la libération de la Namibie et de l'Afrique du Sud. Sa mort a plutôt été une source d'inspiration pour une action plus grande. L'indépendance des anciennes colonies portugaises avait rapproché le front de bataille du cœur du privilège blanc. Le soulèvement de Soweto suivi de l'embargo sur les armes de l'ONU et des actions du MK ont conduit au déclin économique et à la fuite des capitaux étrangers, aggravant ainsi la crise.

L'Afrique dans la lutte pour la liberté en Afrique du Sud

En 1994, l'Afrique du Sud est devenue le dernier pays d'Afrique australe à être libéré du colonialisme et de l'apartheid. Comme en Tanzanie et dans le reste de la région, l'esprit de résistance s'est manifesté à l'époque où les générations précédentes se battaient pour la liberté et la justice contre les colonisateurs qui s'emparaient de leurs terres. La guerre s'est déroulée dans les townships et les rues d'Afrique du Sud et dans toute la région.

Par son action économique et militaire, le régime de l'apartheid a porté atteinte au développement régional et fait tomber des fils et des filles, comme Samora Machel et autres. La région a perdu des infrastructures pour un coût de 60 milliards de dollars entre 1982 et 1988 en coûts directs et en perte de développement dont elle se remet encore, et 1,5 million de vies ont été perdues, selon une étude de l'ONU sur « Le coût économique de la résistance de première ligne à l'apartheid ».

Aux Nations Unies, cela est devenu une bataille mondiale contre le racisme, la haine et l'exclusion. Le prix de la liberté était élevé. Cela rend très douloureux le fait que les Africains soient traités comme des étrangers en Afrique du Sud.



Le système d'État d'apartheid en Afrique du Sud a pris fin grâce à une série de négociations directes entre 1990 et 1993, aux premières réunions à l'extérieur du pays entre l'ANC et des hommes d'affaires clés en 1985, et à la conférence de Kabwe qui a réélu OR Tambo à la présidence et élu Mandela en tant que vice-président et a soutenu l'évolution vers des négociations. PW Botha a déclaré lors de la conférence du Parti national en août que « nous franchissons aujourd'hui le Rubicon » et « il n'y a pas de retour en arrière », mais il n'a pas proposé de changements à l'apartheid. L'ANC a répondu depuis Lusaka : « La lutte armée doit et sera intensifiée ». Botha a démissionné de son poste de président de l'État en 1989 et a été remplacé par FW de Klerk, qui a négocié avec l'ANC et d'autres pour mettre fin au système étatique d'apartheid.

Un indicateur de progrès a été les petites mesures prises pour libérer lentement les prisonniers de Rivonia et déplacer Nelson Mandela de Pollsmoor à la prison Victor Verster à Paarl en 1988 alors que les négociations se poursuivaient.



Salim Ahmed Salim

SALIM AHMED SALIM a été le plus ancien Secrétaire général de l'OUA, élu trois fois (1989-2001). Il a géré le soutien continental aux dernières étapes de la décolonisation de la Namibie et de la transition vers une Afrique du Sud postapartheid, et il a géré la transformation de l'OUA en Union africaine, lancée à Durban en 2002. Il s'est vu confier le premier Prix AU Son of Africa, avec Hashim Mbita, en 2014. Il était le plus jeune ambassadeur au monde lorsqu'il a été nommé à l'âge de 22 ans en 1964. Il a servi en Égypte, en Inde, en Chine et à Cuba, ainsi qu'aux Nations Unies à New York, où il a servi pendant une décennie, représentant la Tanzanie. Il a été l'un des dirigeants du groupe africain qui a fait pression et obtenu l'adhésion de la République populaire de Chine à l'ONU en 1971. Il a été élu président du Conseil de sécurité en 1976 et président de l'Assemblée générale en 1979. Il a ensuite été ministre de la Défense et des Affaires étrangères, et Premier ministre de Tanzanie.

Le 2 février 1990, de Klerk a annoncé la levée de l'interdiction de l'ANC, du PAC, du SACP et d'autres organisations anti-apartheid, la suspension de la peine de mort, la libération de certains prisonniers politiques et l'assouplissement des restrictions imposées aux médias. Mandela a été libéré de prison le 11 février 1990 et a été accueilli avec enthousiasme par la foule à l'hôtel de ville du Cap. Il a reçu son premier passeport sud-africain une semaine plus tard et l'a utilisé pour rendre visite aux dirigeants de l'ANC en Zambie avec Walter Sisulu et d'autres. Il s'est rendu en Suède pour rencontrer OR Tambo, mais est rentré tôt lorsque les négociations avec Pretoria ont été annulées en raison de l'assassinat de manifestants à Sebokeng.

Le premier groupe de dirigeants étrangers s'est rendu directement en Afrique du Sud depuis la Zambie en avril 1990, parmi lesquels Joe Slovo, Thabo Mbeki, Alfred Nzo, Ruth Mompati et d'autres, et les contacts ont commencé à la résidence officielle du président de l'État au Cap, menant au Groote Minute Schuur établissant un engagement commun en faveur du processus de négociations. En août, de Klerk a accepté le procès-verbal de Pretoria après 14 heures de négociations, et l'ANC a accepté de suspendre la lutte armée dans l'intérêt de parvenir à un règlement politique, mais a conservé son réseau clandestin, l'Opération Vula, qui avait été créée pour donner une direction stratégique, faire pression sur les négociations et se préparer au cas où les pourparlers échoueraient.

L'ANC, l'UDF et le COSATU ont rencontré le président de Klerk pour discuter de la violence, et l'ANC a rencontré le Parti de la liberté Inkatha à Durban. Oliver Tambo est rentré chez lui avant la fin de l'année et l'ANC a tenu sa première conférence consultative en Afrique du Sud, déclarant 1991 « une année d'action de masse ». Tambo était président de l'ANC depuis 1963 et il s'est retiré de cette conférence car il était désormais malade, après avoir consacré toute son énergie à diriger la libération du pays. Il a été remplacé à la présidence de l'ANC par Nelson Mandela, avec Walter Sisulu comme adjoint. Ces anciens dirigeants de la Ligue de la jeunesse sont devenus des dirigeants du mouvement international visant à mettre fin à l'apartheid, depuis l'extérieur du pays et depuis la prison.

Le Comité ad hoc de l'OUA sur l'Afrique australe s'est réuni au Zimbabwe en août 1989 sur la question de l'Afrique du Sud et a publié la Déclaration de Harare, qui est devenue une étape clé sur la voie du changement. La Déclaration de Harare présente un plan d'action convenu par toute l'Afrique qui comprend une déclaration de principes et définit le climat des négociations : libérer les prisonniers politiques, lever les interdictions, retirer les troupes des townships, mettre fin à l'état d'urgence et cesser les exécutions politiques. L'Afrique a apporté tout son soutien au mouvement de libération pour entamer des négociations, en commençant par un accord sur un cessez-le-feu mutuellement contraignant, puis par un mécanisme d'élaboration d'une nouvelle Constitution.

Déclaration de Harare : Déclaration du Comité ad hoc de l'OUA sur l'Afrique australe relative à la question de l'Afrique du Sud

Le 21 août 1989 à Harare, Zimbabwe

Préambule

1. « Le peuple africain, individuellement et agissant par l'intermédiaire de l'OUA, est engagé dans de sérieux efforts pour instaurer la paix dans tout le continent en mettant fin à tous les conflits par des négociations fondées sur le principe de la justice et de la paix pour tous.
2. « Nous réaffirmons notre conviction, que l'histoire confirme, que là où la domination coloniale, raciale et celle liée à l'apartheid existent, il ne peut y avoir ni paix ni justice.
3. En conséquence, nous réaffirmons que si le système d'apartheid persiste en Afrique du Sud, les peuples de notre continent dans son ensemble ne peuvent bénéficier d'une paix véritablement humaine et de



Nelson et Winnie Mandela après sa sortie de prison le 11 février 1990

À l'intérieur du pays, 92 organisations unies dans leur opposition à l'apartheid se sont réunies à Durban en octobre 1991 pour consolider leur position de négociation, et la Convention pour une Afrique du Sud démocratique (CODESA) s'est ouverte le 21 décembre 1991 au World Trade Center de Johannesburg. Au total, 228 délégués de 19 partis politiques ont pris leur engagement. Nelson Mandela, alors président de l'ANC, s'est adressé aux délégués, tout comme Chris Hani, secrétaire général du SACP. Le négociateur en chef était Cyril Ramaphosa, élu secrétaire général de l'ANC en 1991, issu du mouvement syndical. C'est l'équipe qui a dirigé l'ANC tout au long des négociations jusqu'en 1994.

Lorsque nous luttons ici, l'Afrique du Sud toujours sous l'apartheid, et que vous déstabilisiez vos voisins au lieu de travailler avec eux pour développer notre continent, bien sûr, c'était différent. C'était une chose terrible. Il y avait ici une Afrique du Sud puissante, et cette puissance était une malédiction pour nous... Elle constituait une menace pour ses voisins, mais cela a changé. L'Afrique du Sud est démocratique. L'Afrique du Sud ne cherche plus à détruire les autres. L'Afrique du Sud travaille désormais avec les autres.... Mwalimu Nyerere au Parlement sud-africain, Cape Town, 16 octobre 1997

De Klerk a fait face à des difficultés lors de son exposé au Parlement en février 1992 et a déclaré qu'il pouvait prouver qu'il avait la confiance de la communauté afrikaner et d'autres à travers un référendum, avertissant ses électeurs qu'un vote « non » prolongerait l'isolement international du pays. Lors du dernier référendum réservé aux Blancs, le 17 mars 1992, ils ont voté « Oui ».

CODESA 2 a débuté le 15 mai 1992, avec deux principaux points de friction : la dissolution de MK et le rôle de la société de radiodiffusion et de télévision d'Afrique du Sud (South African Broadcasting Corporation). La plupart des problèmes ont été résolus, mais aucun consensus n'a pu être atteint, ce qui a provoqué une impasse, provoquant la consternation à l'intérieur et à l'extérieur du pays, l'incertitude politique et la violence, rendant impérative la reprise des négociations. Les pourparlers ont commencé quelques mois plus tard dans le cadre du processus de négociation multipartite, avec des experts techniques aidant à résoudre les désaccords et à créer les conditions d'élections démocratiques tenues en avril 1994. Cette fois, les partis qui ont boycotté la CODESA et le Parti de la liberté Inkatha qui s'était retiré, participé à l'accord.

Cette période délicate de négociations a failli s'effondrer avec l'assassinat de l'ancien chef d'état-major du MK, Martin « Chris » Thembisile Hani, une figure populaire qui a mené le SACP dans les négociations. Il a été assassiné à Boksburg le 10 avril 1993. Deux semaines plus tard, aux petites heures du 24 avril 1993, Oliver Reginald Tambo est décédé après une longue maladie. Son épithète dit, selon ses propres mots :

Il est de notre responsabilité d'abattre les barrières de division et de créer un pays où il n'y aura ni Blancs ni Noirs, mais seulement des Sud-Africains, libres et unis dans la diversité.



Walvis Bay - retour en Namibie. La réintégration du port de Walvis Bay à la Namibie en 1994, quatre ans après l'indépendance, a nécessité de longues négociations. La loi sur le transfert de Walvis Bay à la Namibie a été adoptée par le Parlement sud-africain, les deux pays ont signé un traité et l'Afrique du Sud a officiellement transféré la souveraineté de Walvis Bay et des îles Penguin à la Namibie le 1er mars 1994.

Les premières élections démocratiques ont eu lieu le 27 avril 1994, Mandela a prêté serment comme président le 10 mai et l'Afrique du Sud a pris place aux sommets annuels de l'OUA et de la SADC quelques semaines plus tard. La SADCC, créée en 1980 par neuf pays indépendants, fondée sur une vision d'intégration régionale, a été transformée en Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) en 1992 à Windhoek, après l'indépendance de la Namibie. D'autres se sont joints plus tard pour former 16 États membres de la SADC. La structure de sécurité a été conservée, basée sur l'initiative des États de première ligne pour des réponses rapides et flexibles, et est devenue l'Organe de coopération en matière de politique, de défense et de sécurité de la SADC, conçu en 1996 et placé sous l'égide du Secrétariat, avec son propre plan stratégique enraciné dans la perspective que la paix et la sécurité sont essentielles au développement économique.



L'Ordre de Mapungubwe en Platine

Oliver Reginald Kaizana « OR » Tambo (à titre posthume)

Récompensé pour :

Ses capacités de leadership exceptionnelles et exceptionnelles, pour avoir mené une lutte militante pour la liberté, pour avoir dirigé une campagne internationale visant à isoler l'apartheid, pour avoir été le ciment qui a maintenu l'unité du Congrès national africain (ANC) en exil, dans la lutte pour la création d'un -une Afrique du Sud raciale, non sexiste, libre, juste et démocratique, qui appartient à tous ceux qui y vivent.



March 1993
Journal of the ANC



March 1993
Journal of the ANC



Thaabo Mbeki a été élu vice-président de l'ANC en 1994, puis président de l'Afrique du Sud de 1999 à 2007. Ceci est un extrait de sa déclaration éloquentة à l'Assemblée constitutionnelle lors de l'adoption du projet de loi constitutionnelle le 8 mai 1996, telle qu'elle est consignée dans le Hansard. Symboliquement, le président Mandela a ensuite signé la première Constitution postapartheid à Sharpeville, en l'honneur de toutes les personnes qui ont perdu la vie dans la lutte contre l'apartheid.



Thabo Mbeki

JE SUIS AFRICAIN
Je dois mon être aux collines et aux vallées,
les montagnes et les clairières,
les rivières, les déserts, les arbres, les fleurs,
les mers et les saisons toujours changeantes
qui définissent le visage de notre terre natale. ...

À cause de ça,
Je suis également en mesure d'énoncer cette vérité fondamentale
selon laquelle

Je suis né d'un peuple composé de héros et d'héroïnes.
Je suis né d'un peuple qui ne tolérerait pas l'oppression.

Je suis d'une nation qui ne permettrait pas cette peur de la mort,
de torture, d'emprisonnement, d'exil ou de persécution
devrait aboutir à la perpétuation de l'injustice. ...

Je suis africain.

Je suis né d'un peuple du continent africain.
L'Afrique réaffirme qu'elle continue
sa renaissance de ses cendres.

Quels que soient les revers du moment,
plus rien ne peut nous arrêter maintenant !
Quelles que soient les difficultés, l'Afrique sera en paix !



La création du Comité de coordination pour la libération de l'Afrique du régime colonial et de l'apartheid a été l'un des premiers actes des dirigeants africains lors de la réunion inaugurale de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) en mai 1963. Le Comité de libération a été officiellement dissous

31 ans plus tard, après Le président Mandela d'Afrique du Sud a pris place au sommet annuel africain. L'histoire de la libération est racontée dans les actes officiels de clôture du Comité de

libération qui ont eu lieu à Arusha, en Tanzanie, le 15 août 1994.

Le rapport est dédié à la bravoure des combattants de la liberté en Afrique, en particulier à la mémoire de ceux qui n'ont pas vécu pour voir l'aube de cette ère en Afrique. C'est un hommage à leur courage, un salut aux héros et héroïnes de la libération africaine, y compris les nombreux combattants inconnus de la lutte de libération africaine.

Le discours d'ouverture a été prononcé par Mwalimu Nyerere à la session extraordinaire du Comité de libération, qui était accueillie par la Tanzanie depuis 1963 et qui déclarait désormais sa mission accomplie.

« Les pères fondateurs de l'Organisation de l'unité africaine se sont fixés deux objectifs : la libération totale de l'Afrique du colonialisme et du régime des minorités raciales, d'une part, et l'unité de l'Afrique, d'autre part. ... En dissolvant ce comité, nous célébrons la réalisation de cet objectif. Car lorsque l'Afrique du Sud a été admise comme membre de l'OUA et plus tard, l'un des pères de la liberté de notre génération, le président Nelson Mandela, a pris place au sommet de Tunis en juin 1994 pour représenter une Afrique du Sud non raciale, postapartheid et démocratique, le premier objectif des Pères Fondateurs avait été atteint ».

« Notre continent a été totalement libéré du colonialisme et du régime des minorités raciales ».

Le succès du Comité de libération a transformé le visage du continent, et désormais l'accent pourrait passer de l'indépendance politique au développement socio-économique.



Mwalimu, Tanzania

Mwalimu Julius Nyerere

« Nous avons besoin d'unité. Sans unité, il n'y a pas d'avenir pour notre continent. Nous le savons.

L'actualité quotidienne démontre les problèmes de l'Afrique et la manière dont le monde extérieur peut ignorer l'Afrique ou s'immiscer dans l'Afrique à sa guise. Nous avons besoin d'unité pour la sécurité et la stabilité. Nous en avons besoin pour devenir réel cette libération politique totale de l'Afrique que nous célébrons aujourd'hui. Nous en avons besoin pour réduire notre dépendance à l'égard des puissances extérieures. Nous avons besoin d'unité pour pouvoir prendre la place qui nous revient dans la gouvernance du monde – afin d'être écouté et respecté, et non plaint ou ignoré parce que nous sommes faibles et divisés. Nous avons besoin d'unité pour pouvoir contribuer au accru de l'humanité dont nous faisons partie.

JK Nyerere à la clôture du Comité de libération de l'OUA, 1994

Hashim Mbita a été secrétaire exécutif du Comité de libération de l'OUA de 1972 à 1994. Il était grand, héros de la lutte de libération en Afrique, et il était profondément respecté pour ses principes et son dévouement. Sa vie et son œuvre ont touché tous les Africains, qu'ils résident en Afrique ou à l'étranger, qu'ils le sachent ou non. Le général de brigade Mbita a été honoré par la SADC et conféré avec Sir Seretse de la SADC Khama, et par l'Union africaine avec son premier prix *Fils d'Afrique*, et de nombreuses récompenses nationales décernées par des pays africains reconnaissants, libres et indépendants. Il a résolu les défis des autres et a célébré leurs réalisations, mais il ne s'est jamais attribué aucun mérite. Il a déclaré que lui et son pays « faisaient simplement leur devoir ».

Le Comité de Libération était composé de l'Algérie, de l'Éthiopie, de la Guinée, du Congo (RDC), du Nigeria, du Sénégal, du Tanganyika, de l'Égypte et de l'Ouganda, et était accueilli par le Tanganyika (Tanzanie) avec la responsabilité d'harmoniser l'assistance et de gérer le Fonds spécial. Le premier secrétaire exécutif fut

Sebastian Chale (1964-1968) et George Magombe (1968-1972). Ils ont travaillé en étroite collaboration avec le général Mrisho Sarakikya, premier commandant des Forces de défense du peuple tanzanien (TPDF) 1964-1974 pour avoir hébergé et formé les cadres de libération.

Au siège de l'OUA en Éthiopie, le secrétaire général adjoint chargé de l'administration du Comité de libération lors de sa création entre 1964 et 1974 était Mohamed Sahnoun, un jeune diplomate détaché par son pays, l'Algérie, qui venait d'accéder à l'indépendance et qui mettait activement à profit son expérience et soutien à la libération du continent.



Hashim Mbita

African Liberation Heritage



Mohamed Sahnoun



L'Afrique que nous voulons

Lors du 50e anniversaire de l'Union africaine, en 2013, les dirigeants africains ont publié leur vision et leur plan pour le continent : *l'Agenda 2063, L'Afrique que nous voulons*. Cette vision contient sept aspirations visant la coopération, le développement et l'unité africaine, avec des plans et des objectifs.

NOS ASPIRATIONS POUR L'AFRIQUE QUE NOUS VOULONS – 1) Une Afrique prospère basée sur une croissance inclusive et un développement durable. 2) Un continent intégré, politiquement uni et fondé sur les idéaux du panafricanisme et la vision de la Renaissance de l'Afrique. 3) Une Afrique de bonne gouvernance, de démocratie, de respect des droits de l'homme, de justice et d'État de droit. 4) Une Afrique pacifique et sûre. 5) *Une Afrique avec une identité culturelle forte, un patrimoine, une éthique et des valeurs communes*. 6) Une Afrique où le développement est piloté par les populations, libérant le potentiel des femmes et des jeunes. 7) L'Afrique en tant qu'acteur et partenaire mondial fort, uni et influent.

La désunion est le résultat du processus de colonisation, notamment de l'enlèvement d'Africains de leur pays d'origine pour travailler comme esclaves dans les plantations des Amériques. Puis, lors de la Conférence de Berlin en 1884-1885, les puissances européennes ont tracé des lignes sur une carte de l'Afrique et en ont partagé les morceaux entre elles. Les Africains n'ont pas été invités, mais ont partagé l'impact et la résistance.

« Hormis l'esclavage, il n'existe aucun événement dans l'histoire moderne de l'Afrique dont les conséquences aient été aussi désastreuses pour le continent que la Conférence de Berlin de 1884-1885. » *Nouvel Africain*

Le partage des ressources africaines par l'Europe a été officialisée en 1885 lors d'une réunion à Berlin pour convenir de la part que chaque puissance européenne occuperait en utilisant des armes lourdes, car elles s'étaient principalement engagées dans les zones côtières et les ports de commerce. Aucun délégué d'Afrique n'a été invité à y assister, mais cela a eu des conséquences désastreuses et profondes pour le continent dans le présent et l'avenir, plus que tout autre événement mondial, à l'exception de la traite transatlantique des esclaves qui venait de prendre fin après 400 ans et qui a été brutale et inquiétante et le traitement et le nombre de personnes expulsées du continent et l'impact destructeur, conduisant à la dévastation et au dépeuplement de l'Afrique, tout en contribuant à la richesse et au développement de l'Europe et des Amériques.

La fin de la traite négrière a été obtenue grâce à la résistance africaine et à la pression économique en Europe ainsi qu'à des campagnes humanitaires, et un modèle similaire a été utilisé pour mettre fin à l'apartheid, considéré comme un esclavage moderne. Mais le continent était découpé en plus de 50 pays, qui recoupaient les nations, la géographie, la langue, la culture, les familles et d'autres facteurs unificateurs, avec différentes langues européennes imposées.

« Les puissances coloniales ont superposé leurs domaines sur le continent africain. Au moment où l'Afrique a retrouvé son indépendance dans les années 1960, le royaume avait acquis un héritage de fragmentation politique qui ne pouvait ni être éliminé ni faire fonctionner de manière satisfaisante. HJ de Blij et Peter O. Muller cités par Osei Boateng dans *New African*, mars 2010.

L'Afrique tente aujourd'hui de relever ce défi à travers l'Union africaine et les communautés économiques régionales telles que la Communauté de développement de l'Afrique australe, la Communauté de l'Afrique de l'Est et d'autres.



Mwalimu Nyerere. Et toujours avec l'histoire aujourd'hui, l'inspiration peut être tirée de la détermination des fondateurs de l'OUA qui avaient la vision de la libération politique, et de la vision des fondateurs de la SADC pour la libération économique. Ceux qui sont assez vieux pour se souvenir sauront ce que Mwalimu Nyerere voulait dire quand il a dit : « **Cela peut être fait, jouez votre rôle** ». Une nouvelle génération apprend pourquoi il a dit cela.

Vannah. Je veux inciter les jeunes à tomber amoureux de leur histoire et j'ai l'intention de le faire en partageant via mes réseaux sociaux, mon compte Twitter et même en participant à des discussions, en abordant un sujet, les gars, sachez-vous que si vous écoutez cette chanson il raconte toute l'histoire jusqu'à ce que la lutte de libération soit gagnée. Sais-tu cela ? Ils ont besoin de connaître cette histoire, mais il n'y a pas suffisamment d'informations à ce sujet. Nous devrions donc simplement trouver un moyen d'intéresser les jeunes à notre histoire, car je pense qu'il y a beaucoup à dire.



Raymond. La montée des mouvements de libération dans la région peut être perçue comme une composante précieuse de la culture africaine puisqu'unis dans la diversité, les peuples d'Afrique en ont profité pour une vision commune et un programme commun visant à démanteler un ennemi commun et à défendre leur identité africaine. L'histoire montre qu'il est beaucoup plus difficile de maintenir une domination sur un peuple qui tient profondément à sa culture. Ce projet contient un reflet de nos racines et donne des échos de l'unité et de l'unité qui existaient dans le passé, éclairant ainsi les jeunes sur la nécessité de retourner à nos racines afin de réaliser un avenir commun.

Cheryl. Je pense que les gens ont juste vraiment besoin d'en savoir plus sur leur passé et aussi si nous le pouvons... vous savez comment ces matières obligatoires que nous devons suivre comme l'anglais, les mathématiques, la littérature, quelque chose comme ça... Si le passé ou l'histoire de l'Afrique pouvait être intégré dans les matières obligatoires, je pense que cela changerait les mentalités.



LA JEUNESSE dans la lutte de libération et au-delà

EQUIPE DE COORDINATION UNESCO : Charaf Ahmimed, Phinith Chanthalangsy, Yvette Kaboza, Dickson Kasote

COLLABORATION PARTENAIRE : Munetsi Madakufamba, directeur exécutif, SARDC

DEVELOPPEMENT DE LA PUBLICATION : Phyllis Johnson, directrice fondatrice et projets spéciaux, SARDC

ÉQUIPE DE PUBLICATION DE LA SARDC : Tonely Ngwenya, Anisha Madanh, Tichafa Tongogara, Monica Mtero, Raymond Ndhlovu, Shingirai Bondai, Innocent Chidhoti, Tonderai Mpofo, Cheryl Vengesa, Vennah Makoni, Tayisha Lopes et d'autres jeunes impliqués dans les groupes de discussion qui ont façonné ce projet pilote.

LA SARDC est un centre régional de ressources de connaissances créé en 1985 à l'instigation des États de première ligne, pour collecter, analyser et partager des informations au-delà des frontières. Il est désormais un partenaire de connaissances bien établi de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) et des États membres sur des questions contemporaines et historiques. Le patron fondateur de la SARDC était Mwalimu Julius K. Nyerere, alors président du FLS. Les directeurs fondateurs de la SARDC et certains membres du conseil d'administration ont une connaissance personnelle du mouvement de libération dans la région et ont créé une bibliothèque historique à la SARDC qui contient des publications et des documents liés à la lutte de libération remontant à environ 50 ans, y compris la SADCC, SADC, UA, OUA et Comité de libération de l'OUA.

Quelques sources utiles pour ce module

Histoire générale de l'Afrique de l'UNESCO, Volume I – IX ; *Luttes de libération de l'Afrique australe*, SADC Hashim Projé Mbita Vol. 1 – 9. Archives historiques et portail de la SARDC, à paraître sur www.sardc.net et sur les réseaux sociaux ; *Archives du nouveau magazine africain en ligne* www.newafricanmagazine.com ; Histoire de l'Afrique du Sud en ligne ; Archives ANC www.ancarchive.org ; Archives historiques sud-africaines www.saha.org.za ; Réseau d'histoire du Mozambique www.mozambiquehistory.net ; Arquivo Historico de Moçambique Archives du parti SWAPO ; Documentation nordique sur la lutte de libération en Afrique australe www.liberationafrica.se ; Programme du patrimoine de libération de l'Afrique, Tanzanie

Crédits photo de couverture

COUVERTURE AVANT

Ligne 1, archives SWAPO ; David Martin ; Anders Johansson ; Ulli Michel -- Rangée 2, Filles, pas épouses ; MPLA ; Université d'Afrique ; Thames TV -- Rangée 3, Tshwane Suns -- Rangée 4, Namibia Press Agency ; Chœur d'enfants africains ; Maelezo , Tanzanie ; Quartz Africa -- Rangée 5, biens communs -- Rangée 6, Higher Life Foundation ; Archives du parti SWAPO ; Fondation Chris Hani ; Agence de presse de Namibie -- Rangée 7, SADC ; Eskom ; Angop -- Rangée 8, Archives nationales, Pays-Bas ; Lisa Jamu -- Rangée 9, Maelezo , Tanzanie ; Youthvillage.co.za ; Maelezo , Tanzanie

COUVERTURE ARRIÈRE

Rangée 1, Musée Luthuli ; Université d'Afrique ; thepatriot.co.zw ; ZANLA -- Rangée 2, Maelezo , Tanzanie ; Afrique Médias en ligne ; Fondation Sam Nzima ; Université d'État des Midlands - Rangée 3, SADC ; Fondation Airbus ; ZIPRA -- Rangée 4, Southern Times ; Fondation Steve Biko ; Maelezo , Tanzanie ; Arquivo Historico de Moçambique - Rangée 5, Archives du Parti Swapo ; SADC ; Tariro, tariro.org ; ONU -- Rangée 6, Ambassade de Zambie à Berlin ; SADC ; commons -- Ligne 7, Sunday Mail ; VSO Tanzanie ; Maelezo Tanzanie ; niras.com -- Rangée 8, Quartz Afrique ; Photo ONU/MB ; weforum.org ; Pinterest ; biens communs -- Rangée 9, Maelezo Tanzanie ; Youthvillage.co.za ; Maelezo, Tanzanie

Des autorisations ont été requiert auprès des détenteurs de droits d'auteur, mais si vous en manquez, veuillez contacter la SARDC.



*Liberté et Unité
Uhuru na Umoja*

#ALUTACONTINUA



9 781779 295583